MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE
INSPECTION GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES

RAPPORT ANNUEL
DE
L'INSPECTION GÉNÉRALE
DES
BIBLIOTHÈQUES

1992

Mars 1993

RAPPORT ANNUEL
DE
L'INSPECTION GÉNÉRALE
DES
BIBLIOTHÈQUES

1992

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. Activités de l'inspection générale des bibliothèques en 1992	
1.1. Incidences des événements extérieurs et du contexte sur le travail de l'inspection générale des bibliothèques.....	6
1.2. Activités de contrôle et d'évaluation	7
<i>1.2.1. Activités permanentes de contrôle</i>	<i>7</i>
<i>1.2.2. Activités d'expertises et de conseil.....</i>	<i>8</i>
<i>1.2.3. Études thématiques et missions d'évaluation</i>	<i>9</i>
1.3. Activités internationales	10
1.4. Participation à des instances scientifiques et techniques	11
1.5. Activité administrative	13
<i>1.5.1. Jurys et organisation de stages</i>	<i>13</i>
1.5.1.1. Élèves de l'École des chartes se destinant aux bibliothèques.....	13
1.5.1.2. Concours d'entrée à l'E.N.S.S.I.B.....	14
1.5.1.3. Premier concours interne exceptionnel de bibliothécaire	16
1.5.1.4. Certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire.....	18
1.5.1.5. Concours de magasiniers	19
1.5.1.6. Concours de conservateurs spécialistes de la B.N.	21
1.5.1.7. Examen professionnel d'intégration dans le corps des conservateurs.....	21
1.5.1.8. Concours de BAP	21

1.5.2. <i>Gestion et évaluation des personnels</i>	23
1.5.3. <i>Travail avec les administrations</i>	24
1.6. <i>Autres activités scientifiques et professionnelles</i>	25
2. Observations générales	27
2.1. <i>Missions et organisation de l'inspection générale des bibliothèques</i>	28
2.2. <i>Compétences de l'inspection générale des bibliothèques en matière de personnel</i>	35
2.2.1. <i>Formation- Recrutement</i>	36
2.2.2. <i>Notation - Avis</i>	37
2.2.3. <i>Association à la gestion des corps</i>	38
3. Études thématiques	43
3.1. <i>Le fichier central des thèses</i>	44
3.2. <i>Les services documentaires dans les universités de Nancy</i>	45
3.3. <i>Le concours d'entrée à l'ENSSIB, session de 1992</i>	46
3.4. <i>Le concours de bibliothécaire-adjoint principal, session de 1991</i>	48
3.5. <i>Étude sur l'accessibilité des documents primaires</i>	48
ANNEXES	51
Annexe 1 : <i>Circonscriptions territoriales</i>	52
Annexe 2 : <i>Bibliothèques inspectées et visitées</i>	53
Annexe 3 : <i>Travaux et publications de l'inspection générale en 1992</i>	57

INTRODUCTION

À la différence des années précédentes, le rapport annuel de l'inspection générale des bibliothèques pour 1992 ne comporte que trois parties :

- un bilan de l'activité de l'inspection pendant l'année écoulée, en première partie ;
- des observations générales, en deuxième partie.
- un résumé des études thématiques entreprises pendant l'année, en troisième partie.

Nous avons cette année choisi, comme thème des observations générales, l'inspection générale des bibliothèques elle-même.

En effet, le renouveau des bibliothèques, déjà mentionné dans le rapport de 1991, qu'elles soient universitaires ou publiques se poursuit bon an mal an.

Pour les bibliothèques universitaires, les progrès sont importants et continus depuis quatre ans. Les crédits alloués par le ministère aux établissements sont passés de 85 MF en 1987 à 335 MF en 1993, les emplois de 3 465 à 3 951 pendant la même période et les crédits de construction de 0 franc à 355 MF (1). S'ajoutent à ces crédits de fonctionnement les recettes propres des établissements, les droits de bibliothèque, et les salaires des personnels, ce qui donne un budget total des bibliothèques universitaires pour 1992 qui tourne autour du milliard de francs.

1) Même si quelques constructions ont été, pendant cette période, financées par les collectivités locales.

Tout le monde connaît ces chiffres, largement diffusés (2). Ils prouvent au moins que l'effort de l'État pour la Bibliothèque de France n'a pas nui aux bibliothèques universitaires, bien au contraire. La situation des bibliothèques françaises a enfin été perçue dans son ensemble comme réellement sinistrée et un effort global a pu être engagé pour y remédier dans tous les secteurs. En ce qui concerne les bibliothèques universitaires, l'objectif fixé par le rapport Miquel est ardemment poursuivi par le ministère de l'Éducation nationale et de la Culture. C'est un point acquis, qui s'est immédiatement traduit par un accroissement des collections, le développement de l'accès libre et l'extension des heures d'ouverture. Il s'est aussi traduit par un état d'esprit nouveau dans les bibliothèques et un dynamisme accru des personnels.

Les bibliothèques ne sont certes pas au bout de leurs peines, puisque 270 000 m² sont encore à construire et 33 300 places assises prévues pour les étudiants. Sans compter les collections qu'il faut doubler en dix ans. On ne peut donc que souhaiter la poursuite de cet effort, partagé, rappelons-le, entre l'État et les collectivités locales, non seulement pour les bibliothèques universitaires mais aussi pour la Bibliothèque de France, afin que l'équilibre entre documents, places, personnels et besoins des lecteurs soit enfin réalisé dans huit ou dix ans.

La situation des bibliothèques publiques est peut-être plus contrastée. Elles ont connu une progression plus précoce que les BU, puisque les constructions ont doublé en dix ans et continuent à connaître un certain essor. Régulièrement, de grandes bibliothèques sont inaugurées (Chambéry, Brive, Valence, Pézenas, Taverny, Écouen). Le total des nouvelles bibliothèques construites ou agrandies depuis 1981 s'élève à 411 et les D.R.A.C. soutiennent de nombreux projets (Bourges, Châteauroux, Nîmes, Orléans, Blancmesnil, Eaubonne, Arcueil) sans pouvoir toujours répondre à la demande. D'autres projets sont en cours de développement comme Marseille, Saint-Étienne, Meaux, Poitiers, Limoges, Rennes, Suresnes, La Rochelle, Rouen, Caen, Reims, Besançon, Dijon. L'inventaire communal de l'INSEE recense 9 418 communes possédant une bibliothèque, mais ce chiffre paraît bien optimiste et recouvre des réalités sans doute très différentes, allant du dépôt de BDP, de la BCD ou du CDI à la grande bibliothèque municipale.

Mais ce qui semble le plus positif en cette période, c'est la multiplication des bibliothèques dans les communes de moins de 10 000 habitants. Grâce au

2) Cf. Annuaire des bibliothèques universitaires 1990.- Paris, La Documentation française, 1992. 100 p.

soutien de nombreux conseils généraux, grâce à l'aide technique des bibliothèques départementales de prêt, et grâce à la participation des D.R.A.C., beaucoup de petites communes rurales remplacent le dépôt du bibliobus par une véritable bibliothèque municipale ouverte à tous, avec local permanent, personnel, collection propre et ouverture régulière. Ces bibliothèques constituent un atout considérable dans le développement culturel des régions et méritent d'être signalées.

Deux ombres cependant ternissent un peu ce tableau positif. Quelques grandes villes (Toulouse, Montpellier) n'arrivent pas à se décider à construire une bibliothèque correspondant aux besoins de leur population ou ont du mal à mener à bien un projet d'envergure (Toulon). Par ailleurs, les budgets de fonctionnement n'ont pas toujours suivi une belle construction et on en arrive à des horaires d'ouverture très en dessous de la capacité de la bibliothèque (Bordeaux, Arles, Grenoble). Plusieurs rapports d'inspection ont montré cette année que les budgets courants des bibliothèques ne progressaient plus autant qu'auparavant et même parfois diminuaient. On ne peut s'étonner que les bibliothèques municipales subissent le contre-coup de la crise économique générale et, qu'après des engagements parfois excessifs, les communes aient besoin de souffler un peu et de stabiliser leur budget de fonctionnement. Toutefois, parmi les équipements que les communes doivent construire, il en est de plus spectaculaires, mais aussi de plus gourmands et de moins "rentables" que les bibliothèques dont les dépenses sont tout à fait raisonnables pour une fréquentation qui peut toucher tous les jours de l'année jusqu'à 40 % de la population. C'est dire qu'elles sont l'institution la plus démocratique d'une collectivité locale (avec l'école).

Du côté des bibliothèques départementales de prêt, la progression des moyens, des projets, de l'activité est continue depuis plusieurs années. Comme déjà mentionné dans un précédent rapport de l'inspection, les BDP sont un des secteurs les plus actifs et les plus novateurs de la profession. Le mode de desserte et d'action des BDP est en plein bouleversement. Fortement soutenues par les conseils généraux, les BDP ont vu leurs missions redéfinies par une intégration plus grande dans la politique culturelle du département. La plupart du temps, c'est la BDP qui est chargée de mettre en oeuvre cette politique par des animations (beaucoup d'animations) et par un soutien technique et financier à la création de bibliothèques municipales. Le réseau culturel se densifie dans les campagnes françaises.

Enfin, la Bibliothèque de France, malgré les oppositions, malgré les polémiques, malgré les menaces qui pèsent sur son futur, poursuit son chemin : les tours s'édifient (un étage par semaine !), les collections en libre accès sont acquises et cataloguées et les derniers dossiers sur l'organisation, le personnel, le budget de fonctionnement sont dans leur phase finale de décision. Que quelques inquiétudes puissent encore se faire jour sur des dossiers non encore précisés, pour des raisons qui n'ont pas échappé à la Commission Miquel (informatique, organisation des secteurs, fourniture des documents à distance, coopération internationale), c'est possible, mais elles ne remettent pas en cause l'importance et l'absolue nécessité du projet, son ouverture démocratique à tous les publics et, bien entendu, l'obligation de le mener à bonne fin.

La continuité de l'effort financier s'impose là aussi, car le seul danger que puisse courir ce grand vaisseau est de ne pouvoir flotter par suite d'une réduction drastique de son budget de fonctionnement. Il faut rentabiliser l'investissement par un budget annuel suffisant, et qui, entre parenthèses, n'a rien d'exorbitant par rapport à ses consœurs étrangères.

Parmi les avancées positives dont les bibliothèques ont été gratifiées en 1992, on peut aussi mentionner les statuts qui ont permis des promotions nombreuses de conservateurs et de bibliothécaires-adjoints. Ces promotions, concours et examens vont se poursuivre pendant trois ans encore.

Le Conseil supérieur des bibliothèques a, cette année, malgré l'absence de son président, été fort actif dans plusieurs domaines et présent sur plusieurs fronts : celui de la Bibliothèque de France, avec le rapport cité plus haut, celui des bibliothèques publiques, avec la parution de la Charte des bibliothèques publiques qui constitue, en l'absence de loi, une référence solide et nécessaire.

Dans cette marche en avant, incontestable, des bibliothèques en France pendant l'année 1992, un secteur est resté flou, indéterminé et a vu ses missions traditionnelles discutées : c'est l'inspection. En conséquence des statuts, le corps de l'inspection générale des bibliothèques est en voie d'extinction et, ainsi, a été posé le problème de l'avenir d'un service qui a répondu sans faillir aux besoins des administrations et des personnels depuis 1945. Devant une incertitude qui se prolonge depuis plusieurs années, discrètement comme toujours au sein de la haute administration, et alors que des professions cousines, les archives, les musées, le patrimoine se voient dotées d'un service d'inspection en bonne et due forme, il nous a paru nécessaire de poser publiquement le problème et d'analyser la situation, les besoins et les conséquences.

1

**ACTIVITÉS DE L'INSPECTION
GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES
EN 1992**

1.1. INCIDENCES DES ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS SUR LE TRAVAIL DE L'INSPECTION

Comme en témoigne l'annexe 2, le nombre des inspections proprement dites d'établissements a légèrement baissé en 1992. Pourtant, ce total de 82 bibliothèques visitées est fallacieux car il recouvre des moyennes individuelles très disparates. Si l'un de nous a pu inspecter 24 bibliothèques, ce qui fait remonter la moyenne générale, la plupart ont du se contenter de 4 à 9 inspections.

La baisse est surtout sensible pour les bibliothèques universitaires dont 7 seulement ont reçu la visite d'un inspecteur au lieu de 14 en 1991 et 21 en 1990. La raison en est simple : l'administration a souhaité que ces missions soient remplacées par des études techniques générales. Celles-ci ont été spécialement lourdes en 1992, notamment celle sur la fonction documentaire dans les universités qui a demandé six mois de travail, celle sur l'accessibilité des documents primaires dans les bibliothèques scientifiques qui s'est déroulée sur plusieurs mois, et celle sur le fichier central des thèses qui a occupé le dernier trimestre de l'année. Ceci simplement explique cela. Les études, cependant, se nourrissent de la connaissance du terrain et un équilibre est à conserver.

L'année 1992 a vu, d'autre part, avec la mise en place des statuts, déferler un nombre de concours et d'examens plus nombreux que les années précédentes, concours dont les inspecteurs assurent soit la présidence soit une vice-présidence active. Par suite d'une transmission des pouvoirs de l'administration centrale à des organismes extérieurs (Bibliothèque nationale, universités de Lyon, E.N.S.S.I.B.), les tâches administratives ont été plus lourdes (établissement et convocation des jurys, choix des sujets, corrections, oraux et même une correspondance importante après concours).

À ces travaux se sont ajoutées, de façon tout à fait régulière, des missions d'expertise hors du champ habituel de l'inspection, des études ou des recherches dans des domaines liés aux bibliothèques et à la documentation. Un inspecteur a notamment fait partie d'une commission sur la Bibliothèque de France et sur ORIADOC, l'autre participe activement au Comité des travaux historiques et scientifiques.

S'ajoutent aussi, toujours très normalement, la participation à des commissions, groupes de travail ou conseils : Conseil supérieur des bibliothèques, Conseil scientifique du patrimoine des bibliothèques publiques, C.C.D.A. et à des congrès : A.B.F., A.D.B.U., I.F.L.A., A.D.B.C.P., sociétés savantes.

Déjà signalée en 1991, enfin, l'incertitude sur une définition précise des missions de l'inspection a provoqué une certaine retenue qui a différé les inspections sur le terrain.

Toutes ces causes, qui existaient déjà en 1991, se sont retrouvées en 1992 et ont forcément conduit au même résultat :

- un travail administratif plus important bien que ne relevant pas, stricto sensu, des fonctions de l'inspection ;
- un développement positif et riche des études générales ;
- une participation active à la vie des bibliothèques françaises ;
- une diminution du contrôle technique à proprement parler.

1.2. ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION

1.2.1. ACTIVITÉS PERMANENTES DE CONTRÔLE

Au total, 82 établissements ont fait l'objet d'une visite d'inspection ou d'une visite complémentaire en France et à l'étranger. Ces visites ont donné lieu à 76 rapports adressés aux administrations centrales et aux autorités responsables de bibliothèques (maires, présidents de conseil généraux et d'université).

Les rapports, structurés selon un plan identique établi en concertation avec les deux administrations, couvrent en général 10 à 15 pages, soit sensiblement plus que ceux d'il y a dix ans. Ils analysent la bibliothèque en détail et établissent un bilan général. Ils apportent aussi un jugement global sur le fonctionnement de la bibliothèque, appuyé sur des comparaisons avec les moyennes nationales ou avec les bibliothèques voisines et comparables. Alors

qu'il y a dix ans environ, les rapports étaient strictement destinés à l'administration et rédigés en conséquence, une évolution s'est produite, incitant l'inspection à rédiger ses rapports en fonction des autorités locales et dans l'optique d'un dialogue avec celles-ci. Ils sont prévus pour servir de guide et de base de réflexion aux élus et aux décideurs, tout en continuant à informer l'administration.

Si 7 bibliothèques universitaires seulement ont été inspectées, 46 bibliothèques municipales ont reçu la visite d'un inspecteur dont 6 bibliothèques municipales classées. C'est dire que les inspections ont en majorité porté sur des villes moyennes ou petites. Les bibliothèques départementales de prêt, moins nombreuses, font l'objet, autant que faire se peut, d'une couverture systématique qui devrait s'achever en 1993. Leur évolution depuis 1986 est particulièrement intéressante et mérite d'être analysée.

Parmi les 69 inspections réalisées, 27 ont été demandées par les D.R.A.C., les directeurs de bibliothèques, les maires ou la direction du Livre et de la Lecture. Les autres ont été effectuées à l'initiative de l'inspection en fonction d'un programme général de couverture du territoire ou en fonction d'un problème particulier signalé par ailleurs.

On peut confirmer l'augmentation des demandes d'inspection par les chefs d'établissement qui souhaitent un audit objectif destiné à valoriser leur gestion auprès de leurs autorités et à appuyer leurs demandes.

1.2.2. ACTIVITÉS D'EXPERTISE ET DE CONSEIL

Celles-ci concernent deux domaines. Dans un secteur couvert normalement par l'inspection (BM, BDP), les inspecteurs sont souvent consultés sur des problèmes techniques : jury de recrutement d'un directeur, étude du déménagement de la bibliothèque (Châteauroux), réunion de travail pour préparer un concours d'architecte (Evreux, Marseille, Blois, Mende, Chaville, Suresnes, La Rochelle), étude spécifique d'un problème de conservation, visite particulière après un incendie (un seul cas, heureusement !).

Ces interventions ponctuelles qui ne donnent pas toujours lieu à un rapport, ont été d'une dizaine en 1992.

Dans le secteur non administrativement couvert par l'inspection, celle-ci est fréquemment sollicitée par les autorités de tutelle pour effectuer un contrôle

technique de leur bibliothèque. Cela s'est produit en France avec la bibliothèque du British Council, celle de l'IFREMER, la bibliothèque Alfred Sauvy ou à l'étranger. Un inspecteur est ainsi régulièrement consulté par le ministère des Affaires étrangères pour expertiser les bibliothèques des instituts français à l'étranger (Athènes et Salonique en 1992).

Dans le cadre du "civil servant college", une étude a été réalisée par Marie-Ange Laumonier sur la nouvelle British Library qui doit être transférée à Saint Pancrace. Cette étude a été remise à la Bibliothèque de France.

1.2.3. ÉTUDES THÉMATIQUES ET MISSIONS D'ÉVALUATION

L'inspection a poursuivi les études thématiques demandées par le ministre de l'Éducation nationale et de la Culture en 1990 ou sollicitées par d'autres organismes. Les travaux entamés en 1991 ont été poursuivis et terminés en 1992, d'autres ont été commencés et seront disponibles en 1993.

Deux principales études se sont poursuivies :

- L'enquête sur les BUFR, lancée en 1991, a été mise en forme et publiée en 1992 sous la forme de deux volumes intitulés "*La fonction documentaire dans les universités françaises*". L'analyse des conclusions a paru dans le rapport annuel de l'inspection pour 1991.

- L'enquête sur l'accessibilité des documents primaires dans les bibliothèques scientifiques a fait l'objet de plusieurs réunions de préparation pour la définition du questionnaire et a pu être lancée en 1992. La collecte et l'analyse des données se poursuivent et seront terminées en 1993.

Une nouvelle demande a été adressée le 17 juillet 1992 par le ministre aux inspections générales de l'administration et des bibliothèques pour enquêter sur le fichier central des thèses. Les visites et la rédaction du rapport ont pu être effectuées en 1992, mais celui-ci n'a pu être publié qu'en 1993 (voir l'analyse des conclusions ci-dessous, dans le chapitre 3).

À la demande de la Commission "Bibliothèque de France" présidée par André Miquel, Denis Pallier a présenté un rapport sur la salle de lecture de la Réserve de la BdF (adéquation du nombre de places de lecteurs aux besoins de consultation, dès lors que le nombre de volumes de la Réserve passera de 150 000

à 300 000). Cette courte étude venait dans le prolongement du groupe de travail "Réserve de l'EPBF" (3) dont le rapport a été publié en 1991.

À la demande du directeur de la Documentation française, Denis Pallier a aussi présenté une étude sur la situation d'ORIADOC, réseau national d'information et de documentation. Créé en 1983, d'organisation régionale, avec un pôle central confié depuis 1989 à la Documentation française, ORIADOC a constitué un fichier de 7 500 notices d'organismes documentaires (volume supérieur de 80 % à celui du dernier *Répertoire des bibliothèques et organismes de documentation*, publié en 1971/73). Ce fichier automatisé est accessible par minitel (ABCDOC). Cependant, le réseau s'est progressivement mis en sommeil. Après contact avec les membres nationaux d'ORIADOC et la majorité des centres régionaux constitués, un rapport d'étape a été fourni à la Documentation française, identifiant les points de blocage et les hypothèses à soumettre au groupe de travail qui doit réunir en 1993 les organismes intéressés au fonctionnement d'ORIADOC.

1.3. ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Un inspecteur (Marc Chauveinc) participe régulièrement aux travaux de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (IFLA) en étant membre de la section des constructions.

Jean Goasguen a été sollicité par le ministère des Affaires étrangères pour participer au recrutement de bibliothécaires spécialistes chargés de missions d'expertise, puis, pour conseiller ces chargés de missions à Prague, Beyrouth, Caracas, et, enfin, pour effectuer lui-même l'expertise de deux bibliothèques d'instituts français en Grèce.

3) Établissement public de la Bibliothèque de France.

1.4. PARTICIPATION À DES INSTANCES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Comme les années précédentes, les inspecteurs ont été largement sollicités pour participer à différentes instances scientifiques, professionnelles ou non, ou même les présider.

Marc Chauveinc est membre de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine imprimé des bibliothèques françaises, du Comité éditorial de la revue "*Alexandria, the journal of national and international library and information issues*", du conseil d'administration du Centre international de documentation et de recherche du Petit Palais d'Avignon et de l'Association CORI pour la participation française à l'IFLA.

Marc Chauveinc et Denis Pallier ont participé au groupe de travail pour la préparation du colloque de Nice sur les bibliothèques et l'informatique en novembre 1993.

Jean Goasguen est membre de la commission "bibliothèques" du Centre national des lettres et du groupe de travail "formations des personnels" du Conseil supérieur des bibliothèques.

Yves Laissus est président de la section d'histoire des sciences et des techniques, président de la commission de publication et membre du bureau et de la commission centrale du Comité des travaux historiques et scientifiques (C.T.H.S.).

Il est aussi membre du Comité national d'histoire et de philosophie des sciences, du Conseil supérieur des archives et expert scientifique près le C.N.R.S. pour la documentation.

Il a été désigné par la DRED (4) comme expert scientifique près le comité de pilotage du programme REMUS d'aide à la recherche en muséologie scientifique et technique.

Marie-Ange Laumonier est membre de la commission "vie littéraire" du Centre national des lettres.

Denis Pallier est membre du Conseil supérieur des bibliothèques, de la Commission de coordination de la documentation administrative, des conseils scientifiques de l'E.N.S.S.I.B. et de l'École des chartes, du Conseil scientifique du patrimoine des bibliothèques publiques, du comité scientifique du Programme de mise en valeur des manuscrits médiévaux des bibliothèques (IRHT/DLL/DPDU). Il a été élu président de l'Association pour la recherche scientifique sur les arts graphiques (ARSAG).

Il est, par ailleurs, président du groupe de travail sur les questions juridiques du Conseil national scientifique du patrimoine des bibliothèques publiques. Ce groupe a été constitué en 1992 pour examiner la réglementation sur la circulation des biens culturels à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté européenne, après l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen.

Il a été également en 1992 membre des groupes de travail "formation des personnels" et "place de l'information scientifique et technique dans les collections des bibliothèques de lecture publique" du Conseil supérieur des bibliothèques, membre du groupe de travail de l'Établissement public de la Bibliothèque de France (EPBF) consacré à la "politique patrimoniale de la Bibliothèque de France", membre du conseil d'orientation de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, instance de concertation constituée en 1992 par le conseil d'administration de la BNUS pour préparer les décisions en matière de politique documentaire et de programmes de recherche. Cette participation venait dans le prolongement du groupe de travail sur la fonction patrimoniale de la BNUS, présidé en 1991.

Gérard Thirion est membre du Conseil d'administration de la BNUS.

4) Direction de la recherche et des études doctorales du ministère de l'Éducation et de la Culture.

La plupart des IGB font partie des conseils d'administration des centres régionaux de formation aux carrières des bibliothèques dans les régions qui les concernent.

1.5. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

Comme indiqué plus haut, cette part de l'activité de l'inspection générale des bibliothèques s'est beaucoup élargie cette année, notamment par la multiplication des concours.

1.5.1. JURYS ET ORGANISATION DE STAGES

Déjà signalée en 1991, cette charge a continué à se développer par suite de la mise en place des statuts et de la déconcentration de certains concours sur des organismes extérieurs comme la Bibliothèque nationale ou les universités de Lyon.

Ces changements, bien que souhaitables en eux-mêmes, n'ont pas été sans difficulté pour l'inspection, car l'organisation d'un concours est un domaine juridiquement sensible qui doit respecter des règles précises et nécessite une longue pratique et une bonne connaissance du milieu professionnel. Le transfert de responsabilités sans transfert immédiat de personnel et de compétences peut provoquer des problèmes d'organisation sensibles.

La répartition est la suivante :

1.5.1.1. ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES CHARTES SE DESTINANT AUX BIBLIOTHÈQUES

La charge a été plus importante en 1992 du fait de l'application du nouveau statut du corps des conservateurs de bibliothèque (décret n°92-26 du 9 janvier 1992) qui a modifié les conditions de recrutement des stagiaires chartistes. En application du statut de 1969 et de l'arrêté du 31 décembre 1970, a été organisé le stage traditionnel (3 mois de formation de janvier à mars, suivis d'un

stage en bibliothèque) pour quinze candidats ayant achevé en 1991 leur scolarité à l'École des chartes.

Avec la sous-direction des Bibliothèques, la D.P.E.S. et l'E.N.S.S.I.B. ont du être organisées ensuite la validation des formations reçues, la validation du stage accompli, la définition des unités de valeur à acquérir en complément par les chartistes, dans le cadre de la scolarité à l'E.N.S.S.I.B. prévue par le nouveau statut des conservateurs.

A été organisé et présidé le concours de recrutement de ces candidats comme conservateurs stagiaires de l'E.N.S.S.I.B. (session des 1-2 et 14 avril 1992).

De même a été organisé et présidé le jury du concours de recrutement de conservateurs stagiaires réservé aux élèves de l'École des chartes parmi la promotion suivante (13 candidats, session des 7 et 8 décembre 1992). Les conservateurs stagiaires ainsi recrutés en décembre 1992 recevront leur formation à l'E.N.S.S.I.B..

À l'occasion de ces deux sessions, une note interne a été présentée par Denis Pallier sur l'organisation de ce concours et les améliorations possibles.

1.5.1.2. CONCOURS D'ENTRÉE À L'E.N.S.S.I.B.

Denis Pallier a assuré la vice-présidence du jury de ce concours, dont l'organisation matérielle a été assurée par la D.P.E.S. pour les inscriptions et l'écrit, l'E.N.S.S.I.B. pour l'oral. En 1992, le jury réunissait 59 personnes, dont 20 chargées des épreuves de langues et quatre chargées de l'option "traitement automatisé de l'information". Le président et les vice-présidents, appuyés par les responsables des groupes de correction, ont assuré, du 2 décembre 1991 au 4 septembre 1992, l'organisation puis le déroulement des épreuves.

Le nombre des candidats au concours de l'E.N.S.S.I.B. en 1992 était inférieur au nombre de candidats au concours de l'E.N.S.B. en 1991 : 842 candidats seulement contre 1 183 l'année précédente. Si les candidats au concours externe étaient plus nombreux, l'effectif des candidats au concours interne a diminué fortement (127 en 1992, contre 511 en 1991). Sachant que les candidats potentiels sont au nombre de 1 600, ce phénomène était inattendu dans une période où 50 % des emplois ouverts au concours de l'E.N.S.S.I.B. sont susceptibles d'être pourvus par le concours interne. Plusieurs explications ont été

données. La plus évidente est le report massif de candidats potentiels sur le premier concours exceptionnel interne de bibliothécaire, qui a connu lui 1 023 candidats professionnels des bibliothèques. Ont pu jouer en complément le fait qu'il n'y ait eu qu'un centre d'écrit en métropole (Villeurbanne) et la forte modification des épreuves.

L'arrêté du 18 février 1992, pris en application du nouveau statut particulier du corps des conservateurs a, en effet, profondément transformé les épreuves du concours d'entrée à l'École et leurs coefficients, tant à l'écrit qu'à l'oral. Cela entraînait un important travail pour le jury, qui venait d'être renouvelé en 1991. De nouveaux groupes de correction ont été constitués à partir de décembre 1991 pour organiser des épreuves différentes et plus nombreuses.

Les épreuves écrites ont eu lieu les 13 et 14 mai 1992. Les corrections ont été faites au cours du mois de juin, avec des réunions d'harmonisation, particulièrement nécessaires lorsque des épreuves se déroulent pour la première fois. 204 candidats ont été déclarés admissibles.

Ce nombre, presque aussi important qu'en 1991 (234), nécessitait le déroulement de l'oral sur une semaine (31 août-4 septembre), avec fonctionnement en parallèle des jurys de conversation, des jurys de langues, des nouveaux jurys de commentaire de texte, et des jurys de l'option "traitement automatisé de l'information". L'E.N.S.S.I.B. a apporté un appui très efficace au jury et facilité l'harmonisation des notes des épreuves de même coefficient par l'établissement de moyennes journalières. Dans ce cadre, Denis Pallier a organisé, avec l'appui de M. Pastor et du Président Pouyet, le jury d'oral "résumé et commentaire d'un texte de caractère administratif". Un autre inspecteur (Yves Laissus) a présidé le jury d'oral "commentaire d'un texte scientifique".

Après examen des résultats de l'ensemble des épreuves, le jury a établi, suivant le nombre de points obtenus :

- pour le concours externe, une liste d'admission de 46 noms et une liste complémentaire de 11 candidats ;
- pour le concours interne, une liste d'admission de 24 noms seulement.

Avec l'aide de la D.P.E.S. et de l'E.N.S.S.I.B., Denis Pallier a rassemblé, comme l'année précédente, les éléments du rapport du jury. Celui-ci évalue, à l'intention de l'administration, le fonctionnement du concours suivant les nouveaux textes. Aide-mémoire pour le jury, ce document a servi de base aux

Annales préparées par l'E.N.S.S.I.B. à l'intention des candidats et des centres de formation.

Les principales remarques du jury ont porté sur :

- les déceptions éprouvées à l'occasion des épreuves de culture générale (composition à l'écrit, conversation avec le jury à l'oral, épreuve désormais de même définition pour le concours interne et le concours externe) ;

- l'absence de préparation aux épreuves de nombreux candidats. Cette lacune a été particulièrement sensible en ce qui concerne la note de synthèse, qui semble cependant être, à l'écrit, une excellente épreuve de sélection pour des professionnels de la documentation, car elle exige de la rigueur dans l'utilisation du dossier, et traduit le sens critique, l'aptitude au jugement et la personnalité du candidat à travers la sélection des idées et la qualité de l'argumentation. Certains candidats se sont présentés aux épreuves de commentaire d'un texte scientifique, ou d'un texte administratif, sans connaissances suffisantes ;

- la définition des épreuves orales de langues et les stratégies des candidats entre épreuves de langues et commentaires ;

- l'apport de l'option "traitement automatisé de l'information".

D'autres aspects de ce rapport sont analysés dans la troisième partie.

La préparation de la session 1993, qui voit l'organisation d'un concours conjoint pour les conservateurs de bibliothèques de l'État et ceux de la fonction publique territoriale, a commencé dès octobre 1992.

1.5.1.3. PREMIER CONCOURS INTERNE EXCEPTIONNEL DE BIBLIOTHÉCAIRE

Yves Laissus a assuré la présidence du jury de ce concours, dont l'organisation matérielle, déconcentrée, était confiée à l'université de Lyon I. Il a composé un jury de 42 personnes et suivi de bout en bout, du 27 mai au 4 décembre 1992, la mise en place puis le déroulement des épreuves.

Le concours, très largement ouvert aux professionnels des bibliothèques, a attiré une importante participation : 1 023 dossiers ont été déclarés recevables. L'épreuve d'admissibilité, consistant dans l'examen par le jury du dossier de

chaque candidat, s'est déroulée du 20 au 22 octobre, à Villeurbanne, dans les locaux de la BU de Lyon I ; 272 candidats ont été déclarés admissibles.

L'épreuve d'admission, consistant dans une conversation du candidat avec le jury, s'est déroulée dans les mêmes locaux du 30 novembre au 4 décembre inclus ; 106 candidats ont été déclarés admis et 30 autres inscrits sur une liste complémentaire.

La mise en oeuvre, pour la première fois, des textes organisant ce concours exceptionnel d'accès à un corps nouveau de fonctionnaires, s'est révélée une tâche lourde et difficile. L'organisation matérielle a été menée d'excellente façon par André Nivet, conservateur général, directeur du service de documentation de l'université de Lyon I et son équipe, sous la responsabilité de M. Flacher, secrétaire général de l'université. Un rapport sur le concours, rédigé par Yves Laissus, a été largement diffusé au début de février 1993.

Le déroulement des épreuves de ce premier concours exceptionnel de bibliothécaire a fait surgir un certain nombre de difficultés, dont deux au moins méritent d'être ici évoquées :

1) d'abord, la procédure de l'admissibilité accordée ou refusée au seul vu d'un dossier à l'élaboration duquel collaborent le candidat et son chef d'établissement ou de service. Cette procédure, nouvelle dans les bibliothèques (mais non dans la fonction publique d'État où elle tend, d'ailleurs, à se généraliser), postule, pour bien fonctionner, une jurisprudence ou, si l'on préfère, un certain apprentissage tant des auteurs de dossiers que du jury qui examine ceux-ci. Il paraît malheureusement inévitable que les premières utilisations d'une telle méthode donnent des résultats parfois non suffisamment clairs, donc critiquables et forcément critiqués.

Il convient, par ailleurs, de noter qu'en l'état actuel des textes concernant les bibliothécaires d'État, l'admissibilité prononcée sur dossier n'est prévue que pour les quatre concours internes exceptionnels relevant des dispositions transitoires de mise en place de ce corps nouveau.

Quelques uns des auteurs d'observations ou de critiques sur les conditions de déroulement du premier concours interne exceptionnel demandent qu'à l'épreuve d'admissibilité sur dossier soit substituée une épreuve écrite de type classique, résumé de texte ou note de synthèse, par exemple. Le jury n'est pas hostile à une telle substitution qui faciliterait son travail et, en rétablissant

l'anonymat des candidatures, le mettrait à l'abri de certaines rumeurs, au moins désagréables. Mais ce changement, qui nécessite une modification de l'arrêté du 6 février 1992, ne pourrait guère être mis en oeuvre avant la session de 1994 et n'interviendrait donc que dans les deux derniers concours exceptionnels. Et, sans doute, ce changement de méthode susciterait, à son tour, de nouvelles critiques.

2) D'autre part, et à propos des conditions mêmes d'accès à ce concours, prévues par l'article 19 du décret n° 92-29 du 9 janvier 1992, portant statut particulier du corps des bibliothécaires (dispositions transitoires), on s'est demandé s'il ne serait pas opportun de donner une meilleure base au test de recevabilité des candidatures venant "d'agents non titulaires, en fonctions (...)" dans une bibliothèque relevant des collectivités territoriales", en précisant que les bibliothèques en question sont celles, dont une liste officielle existe, dans lesquelles le corps du personnel technique a vocation à servir. Cette proposition, dans l'esprit de ceux qui la défendent, devrait permettre d'éviter un grand nombre de candidatures plus ou moins légitimes.

1.5.1.4. CERTIFICAT D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE BIBLIOTHÉCAIRE

Yves Laissus a assuré la présidence du jury et a participé, à ce titre, à plusieurs séances de travail à Paris et à Villeurbanne.

Depuis la réforme du CAFB introduite par l'arrêté du 5 mai 1989, cet examen est maintenant assez couramment passé en deux ans. La décision prise de supprimer le CAFB après la session de 1994 a donc pu décourager certains candidats nouveaux, auxquels s'adressait notamment, pour les mettre en garde, une circulaire diffusée par la D.P.D.U.. À l'inverse, la possibilité, inscrite dans les textes, d'accéder aux corps des bibliothécaires-adjoints spécialisés ou des assistants qualifiés de conservation, grâce au deuxième CAFB, a incité de nombreux BA à s'inscrire pour obtenir une spécialisation supplémentaire, valant deuxième CAFB.

Ces circonstances contradictoires rendent assez malaisée la gestion des dernières sessions d'un examen qui avait su mériter une excellente réputation. Depuis 1989, celui-ci se décompose en quatre unités de contrôle : deux organisées sur le plan national (UC1 et UC4) et deux par les centres régionaux de formation (UC2 et UC3), auxquelles s'ajoute un stage professionnel. Le jury des seules épreuves nationales a mobilisé plus de 150 personnes.

Les résultats de la session 1992, proclamés le 1er juillet, peuvent se résumer comme suit :

- 667 diplômes ont été accordés (taux de réussite : 61,4 %), dont 289 CAFB complets en un an (les quatre UC en 1992) et 378 succès partiels s'ajoutant à des résultats antérieurs ;

- 447 spécialisations complémentaires (UC4) (taux de réussite : 88,3 %) ont été accordées à des candidats qui recherchaient, pour les motifs rappelés plus haut, un deuxième CAFB.

Avec ses deux options, ses six spécialisations, la multiplicité des centres d'examens, tant pour l'écrit que pour l'oral, le CAFB est une lourde machine qui nécessite une organisation efficace et sans faille ; celle-ci est assurée par la cellule de coordination implantée à Villeurbanne, dans les locaux de l'E.N.S.S.I.B..

Une commission pédagogique nationale, mise en place par un arrêté du 5 mai 1989, est chargée notamment d'établir les programmes de préparation aux épreuves du CAFB ; elle se réunit au moins deux fois par an. L'inspecteur général, président du jury, est régulièrement invité.

1.5.1.5. CONCOURS DE MAGASINIERS

Marc Chauveinc a assuré la présidence des jurys des deux concours de magasiniers : magasiniers spécialisés et inspecteurs de magasinage. Il n'y a pas eu de concours de magasinier en chef cette année.

Le premier, le plus important, puisqu'il offrait 94 postes à 595 candidats présents (sur 650 inscrits), s'est déroulé du 15 mars au 2 octobre 1992. Par suite du transfert de l'organisation à la Bibliothèque nationale, et de retards dus à l'ouverture des postes, il n'a pu commencer en début d'année pour se terminer avant la C.A.P. des magasiniers de juin, comme le souhaitaient, avec raison, les bureaux de la D.P.E.S. 13. De plus, une erreur de distribution de sujets a nécessité l'annulation de l'écrit du concours externe et un report de l'épreuve d'un mois. Il y a eu 419 admissibles, le jury ayant choisi d'élargir l'admissibilité pour mieux juger des candidats à l'oral, considéré comme plus discriminant qu'un écrit resté très scolaire. Sur ces 419 admissibles, 94 ont été admis dont 40 internes et 54 externes, 7 postes ayant été transférés de l'interne à l'externe dont les résultats étaient supérieurs.

Afin d'essayer de résoudre un problème récurrent des concours de magasiniers spécialisés, à savoir le refus de prendre un poste éloigné de son domicile, le jury a préparé une liste complémentaire de 100 % de l'externe, qui, à la connaissance de l'inspecteur général responsable, a été utilisée en totalité par le service de gestion.

Le concours d'inspecteur de magasinage qui n'avait pas eu lieu, faute de postes en 1991, s'est déroulé du 9 juillet au 10 novembre 1992 et offrait 14 postes (3 à l'externe et 11 à l'interne) à 87 candidats, conformément au texte des statuts qui prévoit une répartition de 20/80 %. Néanmoins, nous sommes encore dans la période transitoire de quatre ans qui suit la publication des statuts. Pendant cette période, les concours sont réservés aux personnels de magasinage déjà en fonction. Ce sont donc des faux externes. Malgré cela, 76 candidats ont présenté le concours externe, sans doute parce qu'ils n'avaient pas l'ancienneté nécessaire pour présenter le concours interne, et 11 seulement le concours interne. Les résultats des deux concours sont cependant très différents, puisque les notes des candidats reçus au concours externe s'élevaient de 19,2 à 16,3, alors que celles des candidats du concours interne allaient de 18,2 à 12. Le jury n'a donc pu remplir le quota du concours interne et a reporté quatre postes sur le concours externe, soit, sur 32 admissibles (24 externes et 8 internes), 14 admis (7 et 7).

Deux questions se posent à l'occasion de ces concours : d'une part leur déconcentration, afin qu'il y ait adaptation géographique des postes offerts aux candidats locaux. Le concours de magasinier spécialisé, surtout, souffre de sa dispersion géographique et du refus des candidats de prendre des postes à Paris ou à l'autre bout de la France. Les candidats reçus souhaitent vivement garder leur poste, ou être nommés dans des postes proches de leur domicile. Pour faciliter leur affectation, une déconcentration du concours sur les centres régionaux de formation des bibliothécaires a été suggérée. Une autre piste pourrait être l'organisation des concours par établissement, chaque bibliothèque recrutant ses propres personnels. D'autre part, tout le monde reconnaît que les épreuves sont trop scolaires, mal adaptées au futur travail des magasiniers et pas assez discriminantes. Un début de réflexion s'est amorcée, demandant que les épreuves soient plus professionnelles et donnent plus de poids à l'oral, avec suppression des mathématiques.

1.5.1.6. CONCOURS DE CONSERVATEURS SPÉCIALISTES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Deux inspecteurs (Marc Chauveinc et Yves Laissus) ont présidé plusieurs jurys de recrutement de conservateurs spécialistes concernant des disciplines particulières dont la Bibliothèque nationale a besoin : roumain, langues nordiques, hébreu, sciences de la vie et sciences de la terre. Ces jurys réunissaient des professeurs de la discipline, des représentants de la BN et du service des concours de la D.P.E.S. 14. Vu la spécialisation, le nombre de candidats était relativement réduit (3 ou 5 selon les concours).

1.5.1.7. EXAMEN PROFESSIONNEL D'INTÉGRATION DANS LE CORPS DES CONSERVATEURS

Cet examen professionnel était organisé en application de l'article 40 du statut des conservateurs (décret 92-26 du 9 janvier 1992) pour intégrer dans le corps des conservateurs un certain nombre de bibliothécaires contractuels travaillant depuis longtemps dans les bibliothèques. Les épreuves consistaient en l'examen d'un dossier préparé par le candidat et son chef de service et un entretien avec le jury. Un inspecteur (Gérard Thirion) a participé au jury de ce concours dont l'oral s'est déroulé du 17 au 20 décembre 1992.

Il y a eu 90 candidats, 74 admissibles et 67 admis. Les candidats étaient d'origine, de situation administrative et de fonctions très diverses. Beaucoup étaient des spécialistes de langues rares de haut niveau, même s'ils n'ont jamais dirigé une bibliothèque, d'autres exerçaient une fonction classique de conservateur dans une bibliothèque. 80 % des candidats étaient parisiens. Il ne s'agissait pas de recruter de nouveaux conservateurs, mais d'intégrer dans le corps des conservateurs des agents ayant une longue carrière dans le même poste. Il est clair que plusieurs d'entre eux ne pourraient, et ne voudraient, en changer. Seuls les plus faibles n'ont pas été admis mais pourront se représenter en 1993 avec ceux qui n'ont pas osé ou ont négligé de le faire en 1992.

1.5.1.8. CONCOURS DE BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT PRINCIPAL

Un inspecteur (Jean Goasguen) a présidé le jury du concours de bibliothécaire-adjoint principal qui s'est déroulé du 3 au 25 novembre 1992.

Le fait essentiel à retenir est que les recrutements au niveau des personnels techniques, par suite de la mise en place de la réforme statutaire, ont été en très notable régression, ainsi que les flux de candidatures correspondants.

1) Il n'y a pas eu ouverture de concours de recrutement pour les bibliothécaires-adjoints (34 postes, 267 candidats présents en 1991) ;

2) Le concours de bibliothécaire-adjoint principal a été ouvert pour 39 postes contre 53 en 1991 et 59 en 1990 ;

3) Il n'a concerné que 198 candidats présents à l'épreuve écrite d'admissibilité, au lieu de 247 en 1991 et 300 en 1990.

La physionomie de ces concours traduit donc bien, dès 1992, l'évolution en cours de la catégorie B type dans les bibliothèques, et la place tenue par cette catégorie dans la pyramide des emplois.

On doit relever ensuite que le concours de B.A.P. de 1992 a été le dernier à être organisé dans sa forme actuelle, déterminée par les arrêtés du 19/7/1971, du 16/8/1984 et du 3/4/1989. Un arrêté à la signature du ministre, préparé sur proposition du président de jury, vise à simplifier ce concours pour l'adapter au nouveau paysage statutaire : a) l'épreuve écrite d'admissibilité sera remplacée par l'examen d'un dossier par le jury (5) ; b) l'épreuve d'admission sera toujours constituée par un entretien avec le jury, mais celui-ci portera sur les connaissances techniques et les activités professionnelles du candidat, et non plus également sur l'appréciation de la personnalité de celui-ci.

Jusqu'à présent, en effet, le jury s'attachait à sélectionner les candidats les plus aptes à seconder directement un conservateur, ce qui correspondait à la situation de fait dans les établissements. Le recrutement de bibliothécaires de plus en plus nombreux, ainsi que de B.A.S., va rendre cette exigence de moins en moins adaptée aux nouvelles réalités.

Mais la tâche du jury risque d'être encore plus difficile qu'auparavant :

s) Dossier comprenant :

- les attestations des diplômes et titres ;
- les notes et appréciations écrites pour les trois années précédentes ;
- un rapport établi par le candidat sur ses activités professionnelles récentes ;
- un rapport d'aptitude professionnelle établi par le directeur de la bibliothèque ou du service technique où travaille le candidat.

- d'une part, l'épreuve d'admissibilité, calquée sur celle du concours interne exceptionnel de bibliothécaire, pourrait présenter le même type de difficultés et de contestations ;

- d'autre part, les critères de sélection de l'épreuve d'admission risquent d'être difficiles à définir ; or cette sélection sera tout aussi contraignante qu'auparavant car, à un nombre de candidats de moins en moins élevé, sera offert un nombre de postes lui aussi en diminution constante. Enfin cet entretien prendra plus d'importance encore qu'aujourd'hui, car les coefficients des deux épreuves passent de 1 et 1 à 2 et 3.

1.5.2. GESTION ET ÉVALUATION DES PERSONNELS

Les inspecteurs ont continué à siéger comme représentants de l'administration dans les différentes commissions administratives paritaires :

- personnel scientifique : titulaire : Denis Pallier, suppléants : Jean Goasguen, Yves Laissus ;
- personnel technique : titulaire : Yves Laissus, suppléant : Denis Pallier ;
- inspecteur de magasinage : titulaire : Marc Chauveinc ;
- magasinier en chef : titulaire : Marc Chauveinc, suppléant : Yves Laissus ;
- magasinier spécialisé : titulaires : Marc Chauveinc, Yves Laissus, suppléants : Gérard Thirion, Marie-Ange Laumonier ;
- personnel contractuel : titulaires : Marc Chauveinc, Gérard Thirion, suppléant : Marie-Ange Laumonier.

Tous les inspecteurs participent aussi aux réunions préparatoires de l'administration et interviennent éventuellement en tant qu'experts dans les C.A.P. plénières. Par contre, ils n'ont pas siégé aux nouvelles C.A.P. de conservateurs généraux, ni participé aux nominations dans ce corps.

Ils suivent avec attention, et défendent en C.A.P., les dossiers particuliers qui leur sont soumis. Cette intervention sur dossiers personnels se poursuit d'ailleurs en dehors des C.A.P., car les inspecteurs, jusqu'à maintenant, intercèdent auprès de l'administration pour améliorer des situations personnelles particulièrement délicates.

Participant aux réunions d'affectation des personnels de toutes catégories reçus aux concours, ils continuent d'harmoniser les notations des personnels scientifiques ainsi que les indemnités spéciales pour les personnels de la culture (en liaison avec les D.R.A.C. et la D.L.L.), et confirment la nomination des responsables de section.

Toutes ces interventions et le suivi des personnels qu'elles nécessitent, font que les inspecteurs sont en relation régulière avec les responsables de bibliothèques (qu'ils soient fonctionnaires d'État ou territoriaux) et qu'une partie de leur temps est occupée par des audiences, des entretiens et de la correspondance. Naturellement, les inspecteurs acceptent toujours de recevoir un membre des personnels qui souhaite les entretenir de sa situation.

Cette participation à la gestion du personnel, parfois contestée, parfois sollicitée, fait l'objet d'affirmations contradictoires mais n'a jamais été encore officiellement définie. Elle se poursuit donc de facto, car les besoins des personnels sont évidents.

D'une part, la gestion administrative des personnels ne peut être totalement abstraite et mécanique, tant les situations personnelles et les besoins des établissements diffèrent. D'autre part, elle forme un tout, car il est difficile d'intervenir sur un cas sans connaître l'ensemble du dossier et parce que la carrière des personnels part du concours d'entrée et va jusqu'à la retraite à travers les promotions, la notation et les mutations. Toutes les étapes de la gestion des carrières sont donc étroitement imbriquées et toute action implique un suivi continu de cette carrière.

1.5.3. TRAVAIL AVEC LES ADMINISTRATIONS

En dehors des C.A.P., pré-C.A.P. et réunions d'affectation des personnels sortant des concours ou des examens professionnels, les inspecteurs ont, en 1992, participé à une trentaine de réunions avec les administrations centrales pour l'étude de sujets généraux, soit sur le travail de l'inspection et l'échange d'information, soit sur des sujets précis comme l'organisation des concours ou la

présentation des rapports. Il y a eu, notamment, quatre réunions avec la D.P.D.U. et trois avec la D.L.L.. A eu lieu, également, une réunion avec le cabinet du ministre de l'Éducation et de la Culture le 10 juillet 1992 qui a permis d'examiner les conditions de travail de l'inspection.

L'inspection a aussi participé à d'autres réunions organisées par les autorités locales (maires, D.R.A.C., président d'université, ...) totalisant une vingtaine pour l'ensemble de l'inspection.

1.6. AUTRES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELLES

Aux travaux de contrôle technique et d'expertise des bibliothèques s'ajoute un certain nombre d'activités professionnelles.

- Enseignement : Jean Goasguen a fait un cours aux chartistes de 4^e année sur les *"Missions et interventions de l'État dans le domaine des bibliothèques publiques après la décentralisation"*.

- Recherche et publications : les inspecteurs ont continué à publier dans les ouvrages et revues professionnelles des articles en rapport avec leur spécialité (cf. liste en annexe 3).

- Journées d'études et congrès professionnels : les inspecteurs ont continué d'assurer une présence systématique dans les principaux rendez-vous professionnels (internationaux, nationaux, régionaux). Certains y ont même participé activement en présentant des communications ou en assurant des présidences de séances.

Ainsi Jean Goasguen a présenté une communication à la réunion des conseillers techniques régionaux de Toulouse le 30 janvier 1992 : *"Rôle respectif des IGB et des CTR vis-à-vis du personnel des bibliothèques"*, ainsi qu'au congrès de l'ABF en Arles : *"Éducation et bibliothèques, quelles réponses ?"*.

Les inspecteurs ont été présents aux réunions suivantes :

- inauguration de bibliothèques (Dijon, Paris XI, BDP de la Charente et du Cher) ;
- réunion annuelle des directeurs de BU ;
- journée d'étude de l'ABF "Évaluer pour évoluer" ;
- réunion de l'Association des conservateurs de bibliothèques ;
- Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (réunion archives) ;
- Conseil supérieur des bibliothèques ;
- congrès de l'ADBU (Rouen) ;
- 117e congrès national des sociétés savantes ;
- congrès de l'ABF (Arles) ;
- congrès de l'ADBCP (Chambéry) ;
- journée sur la valorisation du patrimoine écrit (FFCB, Roanne) ;
- réunion des conseillers techniques régionaux (Toulouse) ;
- réunion annuelle des centres régionaux du CCN ;
- congrès de l'IFLA (New-Delhi) ;
- réunion du CEBRAL (Rodez) ;
- colloque des directeurs de BU et des présidents d'université (Nice).

Cette liste montre que l'inspection ne reste pas isolée dans sa tour d'ivoire et participe aussi activement qu'elle le peut à la vie professionnelle des bibliothèques, ce qui lui permet de connaître les nouvelles expériences ou innovations et aussi d'avoir une idée générale sur l'état d'esprit de la profession.

2

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Comme annoncé dans l'introduction, les observations habituellement rassemblées sur le fonctionnement des bibliothèques se concentrent cette année sur un aspect particulier : l'inspection générale des bibliothèques.

En effet, si les missions ont, avec raison, évolué, nombre de questions sont restées sans réponses et des retraites n'ont pas été compensées. L'inspection souffre de ces quelques incertitudes qui nécessitent la présentation d'un dossier complet, à la fois historique et prospectif.

2.1. MISSIONS ET ORGANISATION DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES

- Le rapport de l'inspection générale des bibliothèques pour l'année 1991 a évoqué ce sujet, qui a fait l'objet d'études particulières en 1992.

L'IGB est ancienne et a reçu depuis 1822 des attributions diverses. À la différence d'autres inspections, elle n'a pas fait l'objet au cours des dernières décennies d'instructions détaillées, définissant son fonctionnement et ses missions. À défaut de synthèse, de multiples textes fixent ses tâches, dans quatre secteurs principaux :

A - L'IGB exerce le contrôle technique de l'État sur les bibliothèques publiques (bibliothèques municipales, bibliothèques départementales de prêt), mission permanente définie par le décret n° 88-1037 du 9 novembre 1988 (art. 7);

- Elle assure le contrôle des bibliothèques universitaires, avec un rôle d'évaluation et de conseil, confirmé par le décret n° 85-694 du 4 juillet 1985 sur les services de documentation des établissements d'enseignement supérieur (art. 5 et 14) et le décret n° 91-321 du 27 mars 1991, relatif à l'organisation des services de la documentation des établissements d'enseignement supérieur des académies de Paris, Créteil et Versailles (art. 18).

Depuis 1945, les inspecteurs généraux des bibliothèques ont, pour ces missions de contrôle, une commission ministérielle permanente, dans un cadre territorial.

B - L'IGB réalise des études thématiques, à la demande des ministres.

C - Elle est associée au suivi continu de différents corps des personnels de bibliothèque: recrutement, formation, notation, association à la gestion.

D - Elle a vocation à participer aux travaux des instances consultatives nationales compétentes en matière de bibliothéconomie, de patrimoine bibliographique, d'organisation documentaire, de promotion du livre et de développement de la lecture, ainsi qu'aux conseils de grands établissements documentaires.

L'utilité d'instructions paraissait sans doute limitée pendant toute la période où les inspecteurs généraux des bibliothèques étaient très peu nombreux (trois de 1945 à 1969, puis quatre) et travaillaient en liaison étroite avec une direction des bibliothèques unique.

La décision ministérielle du 14 avril 1988 a porté le nombre des inspecteurs généraux à huit. Peu de temps après l'entrée en fonction de nouveaux titulaires, en 1989, l'inspection générale a souhaité une définition d'ensemble de ses missions, compte tenu du nouveau contexte professionnel et administratif, caractérisé par la multiplication du nombre des bibliothèques, la décentralisation, l'autonomie accrue des universités et le partage du suivi des bibliothèques entre plusieurs directions ministérielles. L'IGB a adressé alors au ministère de l'Éducation nationale ses réflexions et l'état des textes qui la régissent. Pour fournir aux directions auxquelles elle rend compte une base d'analyse complète, elle s'est attachée, à partir de 1990, à élaborer un rapport annuel détaillé.

Ces propositions ont reçu une première réponse en février 1990, sous forme d'une lettre de mission du ministre de l'Éducation nationale. Les innovations peuvent être résumées ainsi :

- extension annoncée du champ d'action de l'IGB aux grandes écoles, instituts, organes de coopération et patrimoine. L'inspection des grands établissements perd son caractère exceptionnel ;

- programme d'études thématiques (études auparavant épisodiques) ;
- coopération souhaitée avec l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale ;
- inspections individuelles, concernant le personnel, menées à la demande du ministre seulement.

Une orientation prioritaire était définie : "l'inspection générale des bibliothèques a pour mission d'observer et d'apprécier en permanence le fonctionnement de l'activité documentaire". Le programme assigné alors a été progressivement accompli par l'IGB, qui a rendu dès 1990 les rapports demandés sur le Catalogue collectif national des périodiques et les actions en faveur du patrimoine des bibliothèques universitaires et des bibliothèques de grands établissements. En 1992, a été remis un important rapport sur la fonction documentaire des universités. L'étude sur l'accès au document a fortement avancé en 1992.

Avec l'évolution des statuts du personnel scientifique, le dossier s'est compliqué. Le ministère de l'Éducation nationale avait été initialement favorable au maintien d'un corps d'inspecteurs généraux des bibliothèques, gage d'indépendance et de sérénité des titulaires. Le décret n° 92-26 du 9 janvier 1992 portant statut particulier des corps des conservateurs et des conservateurs généraux de bibliothèque a, finalement, mis en extinction le corps des inspecteurs généraux (art. 48). Il a prévu parallèlement que des conservateurs généraux et des conservateurs en chef puissent être chargés, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, de missions d'inspection générale (art. 3 et 23). En cela, le statut des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques était très proche des statuts particuliers des corps des conservateurs et conservateurs généraux du patrimoine, qui prévoient que des conservateurs et des conservateurs généraux sont chargés de missions d'inspection. Il en différait dans la mesure où les statuts du patrimoine intègrent les membres des corps d'inspection générale dans le corps des conservateurs généraux du patrimoine (cf. décrets n° 90-404 et 405 du 16 mai 1990, art. 3, 10, 11, 12).

Dans un premier temps, il a semblé que la suppression du corps des inspecteurs généraux des bibliothèques (condition, pour une part, de l'obtention du nouveau statut du personnel scientifique des bibliothèques) entraînerait la suppression des

fonctions d'inspection permanente, au départ des actuels inspecteurs généraux. L'administration, après interprétation des nouveaux statuts et arbitrages, ne jugeait pas envisageable alors qu'un conservateur général soit chargé d'une mission d'inspection de longue durée et à caractère interministériel. La redéfinition de la structure chargée de mettre en oeuvre ces fonctions était par conséquent repoussée.

Cependant, après l'entrée en vigueur des statuts des conservateurs du patrimoine, le ministère de la Culture a affirmé dès 1991 l'importance qu'il attachait aux fonctions de contrôle et d'inspection et à leur organisation dans ce nouveau cadre. Au cours de cette année, l'inspection générale des musées a été renforcée, restructurée, avec des missions redéfinies. De même, de nouveaux textes ont organisé l'inspection générale de la création artistique et celle de l'enseignement artistique. Une inspection générale de la photographie a été créée. Dans le prolongement de ce mouvement, des arrêtés en date du 9 avril 1992 ont réorganisé l'inspection générale du patrimoine. Puis, par arrêté du 28 décembre 1992, ont été redéfinies les missions et l'organisation de l'inspection générale des archives de France (inspection avec laquelle l'inspection générale des bibliothèques avait constitué un service unique d'inspection générale des bibliothèques et archives, de 1884 à 1945). La doctrine exprimée est que l'inspection générale de l'administration de la culture et les inspections générales des différentes directions contribuent à l'évaluation, définie comme la contrepartie de la déconcentration.

Les milieux professionnels des bibliothèques ont fait parallèlement part aux administrations de leurs craintes de voir disparaître les fonctions assumées par l'inspection générale des bibliothèques, instance indépendante et compétente, dont ils attendent qu'elle évalue leur travail et leurs choix professionnels en toute impartialité.

Si le dossier des missions et de l'organisation d'un service d'inspection générale, réunissant des inspecteurs généraux et des conservateurs généraux chargés d'inspection, pouvait être dès lors réouvert, les échanges qui ont eu lieu en 1991 entre l'IGB et les directions ont fait apparaître les différences d'attentes et de besoins de ces directions à l'égard du travail de l'inspection. Plusieurs raisons jouent en faveur d'un service unique : le besoin d'organes transversaux, souligné par la création du Conseil supérieur des bibliothèques ; la coopération plus fréquente entre collectivités territoriales et universités, qui suppose, pour une évaluation, la connaissance des différents types de bibliothèques, la proximité des

statuts des différents types de bibliothèques ; sans compter l'économie d'échelle pour le service d'inspection lui-même, qui demeure de taille limitée. Mais, suivant les directions, les priorités sont de fait différentes entre tâches de contrôle et études générales.

La création, en avril 1992, d'un ministère de l'Éducation nationale et de la Culture offrait les meilleures conditions pour une étude conjointe, par les trois principales directions intéressées, d'une nouvelle définition des missions de l'inspection générale et de son mode de fonctionnement. Après avoir reçu des représentants de l'IGB, le Cabinet du ministre (Mme OTTENWALTER, M. HEBRARD) a lancé cette étude, en notant que l'extinction progressive du corps d'inspecteurs généraux rendait urgente une solution. Les principaux sujets abordés par le Cabinet ont été les suivants : l'importance relative des missions permanentes et des missions temporaires, le contrôle technique des bibliothèques, les études générales et d'évaluation et leur complémentarité avec le travail sur le terrain, les charges des inspecteurs en matière de recrutement et de gestion des personnels, les missions d'inspection à confier aux conservateurs généraux. Outre les missions et l'organisation de l'IGB deux dossiers étaient ouverts : d'une part la définition de l'effectif permanent du service d'inspection générale des bibliothèques et la préparation du recrutement de conservateurs généraux, d'autre part le contenu d'un programme de travail à court terme. Sur ces différents points, le Cabinet a demandé à l'inspection des notes d'avis et des propositions, puis organisé, le 10 juillet 1992, une réunion à laquelle étaient conviés les trois directeurs en charge du secteur des bibliothèques et les inspecteurs généraux des bibliothèques.

Au cours de cette réunion un accord est intervenu sur les propositions suivantes :

1) Un arrêté ministériel sera publié, relatif au Service de l'inspection générale des bibliothèques, définissant son organisation et son mode de fonctionnement.

2) Le Service commun de l'inspection générale des bibliothèques est dirigé par un chef de service, nommé par le ministre chargé de l'Éducation nationale et de la Culture.

3) Le Service de l'inspection générale des bibliothèques est composé des inspecteurs généraux actuellement en poste, de conservateurs généraux et de conservateurs en chef nommés par le ministre pour des missions à durée déterminée.

4) Les missions de l'inspection générale des bibliothèques sont définies par arrêté ; elles comprennent essentiellement le contrôle technique des bibliothèques territoriales et de l'enseignement supérieur, des études générales ou particulières sur les bibliothèques, une fonction globale d'évaluation du personnel travaillant dans les bibliothèques, des missions de conseil, d'expertise et d'arbitrage. Les présidences de jury resteront partiellement confiées aux inspecteurs, mais aussi à d'autres personnes.

La notation des personnels devrait être définitivement déléguée à l'autorité de tutelle (Président d'université, de conseil général, maire...) sans recours à l'inspection générale. Mais, vu les habitudes et la nécessité de prévenir le personnel, cette mesure ne pourra entrer en vigueur que très progressivement et devra être coordonnée avec la mission d'évaluation globale du personnel. Une clarification sur ce sujet pourrait être présentée à la conférence des présidents d'université. Les expertises individuelles seront maintenues.

5) Les missions sont définies annuellement par le ministre chargé de l'Éducation nationale et de la Culture, sur proposition du chef de service de l'inspection générale des bibliothèques, et font l'objet d'une lettre de mission adressée au chef de l'inspection qui répartit ces missions parmi les inspecteurs ou chargés d'inspection, en fonction des compétences ou des disponibilités. Un rapport annuel rendra compte de ces missions.

6) Certaines missions pourront être conduites conjointement avec l'inspection générale de l'administration, lorsqu'il s'agira de problèmes non exclusivement techniques.

7) Les effectifs de l'inspection, actuellement de six, seront portés à huit, les deux postes actuellement vacants étant pourvus par des équivalents plein-temps.

L'inspection générale des bibliothèques était chargée de proposer une définition du contrôle technique pour les bibliothèques des enseignements supérieurs, prenant en compte la distinction entre contrôle administratif et contrôle technique, et une liste des études possibles. Conformément à cette

orientation, l'IGB a travaillé en concertation avec la direction du Livre et de la Lecture et la sous-direction des Bibliothèques. La définition du contrôle technique des bibliothèques des enseignements supérieurs a conduit à examiner les articulations et complémentarités entre Conseil supérieur des bibliothèques (CSB), Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (CNE), inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN) et inspection générale des bibliothèques.

Le CSB, pour sa part, a prévu dans sa charte du 14 juin 1990 une concertation régulière avec l'IGB, qui a été fréquemment associée aux travaux du Conseil. Le CSB considère que l'IGB a vocation, suivant les textes, à assurer le contrôle technique, dont l'importance a été rappelée dans la Charte des bibliothèques adoptée par le CSB le 7 novembre 1991, et à traiter de cas ponctuels, qui ne peuvent relever du CSB. Pour ses études, le CSB a souhaité, dans sa lettre aux ministres de tutelle du 4 janvier 1992, disposer d'un secrétariat général pourvu d'un minimum de moyens d'enquête et d'évaluation et travaillant en relation avec l'IGB.

Une coopération de l'IGB avec le Comité national d'évaluation, autorité administrative indépendante suivant l'article 27 de la loi du 10 juillet 1989 sur l'éducation, supposerait également le vœu du CNE, qui définit son activité et la publie, de recourir à l'IGB, rattachée au ministre de l'Éducation et de la Culture et placée sous son autorité. Le décret du 21 février 1985 portant organisation et fonctionnement du CNE prévoit au reste que les instances du ministère spécialisées dans l'évaluation lui communiquent les données indispensables à l'accomplissement de sa mission (art. 6).

En ce qui concerne l'IGAEN, les cadres d'inspection utilisés, la définition du contrôle technique et la perspective d'un programme d'inspection annuel de l'IGB, ne font guère courir le risque d'un empiètement sur le contrôle administratif assuré par l'IGA. La coopération de l'IGAEN avec l'IGB a par ailleurs été prévue dans l'arrêté du 15 mars 1984 portant organisation de l'IGA, qui énonce le principe de missions communes avec d'autres inspections générales, dont celle des bibliothèques (art. 6).

À la date de la rédaction du présent rapport, l'inspection générale a reçu du ministre de l'Éducation nationale et de la Culture un programme pour 1993, issu des propositions faites par le directeur de la programmation et du développement universitaire et par le directeur du livre et de la lecture. L'ampleur

de ce programme suppose que l'effectif de l'inspection, réduit temporairement à quatre inspecteurs généraux actifs, soit étoffé par la nomination de conservateurs généraux chargés d'inspection.

Les réflexions et études relatives à la structure de l'inspection générale n'ont pas encore reçu leur traduction dans les textes. Cependant, l'approfondissement du dossier a fourni les bases de décisions administratives propres à favoriser l'accomplissement des missions de l'inspection générale des bibliothèques.

Dans un secteur particulier d'action de l'IGB, son rôle en matière de personnel, la situation est transitoire. Il a paru utile d'en faire le point dans le présent rapport, pour nourrir des études ultérieures.

2.2. COMPÉTENCES DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES EN MATIÈRE DE PERSONNEL

Pour des motifs historiques, en particulier ses liens étroits avec la jeune direction des bibliothèques et de la lecture publique, l'inspection générale des bibliothèques a longtemps assumé un rôle important en ce domaine. S'il est courant qu'une inspection générale participe à la formation, au recrutement ou à l'évaluation des personnels, l'IGB se trouvait, à la fin des années 1980, étroitement liée à l'ensemble de ces opérations pour les corps d'État des bibliothèques.

Au cours des dernières années, une nouvelle conception s'est esquissée, visant à décharger l'inspection générale de certaines de ces fonctions. À l'occasion de la mise en place de nouveaux statuts, cette conception s'est traduite peu à peu dans les textes. Toutefois, les transformations engagées sont partielles, les conséquences n'en ont pas été tirées, l'objectif final n'a pas été décrit. Au moment où s'applique l'ensemble des nouveaux statuts, il apparaît utile de faire le point et d'indiquer des lignes de réflexion.

2.2.1. FORMATION. RECRUTEMENT

Ce secteur a connu les transformations les plus fortes.

En ce qui concerne les formations, les textes relatifs à l'E.N.S.B. prévoyaient que les inspecteurs généraux étaient membres de droit du conseil d'administration et de la commission consultative de l'E.N.S.B. Un inspecteur était membre du comité des études. Dans le cadre de l'E.N.S.S.I.B., un inspecteur général est membre nommé du conseil scientifique. Parallèlement, un inspecteur général des bibliothèques est membre de droit du conseil scientifique de l'École nationale des chartes.

En ce qui concerne les recrutements, en 1989, les textes en vigueur prévoyaient la présidence par un inspecteur général de nombreux jurys :

- 1) concours de recrutement de l'E.N.S.B., jury dont les autres inspecteurs généraux étaient membres ;
- 2) concours de recrutement des conservateurs spécialistes ;
- 3) jury national du CAFB (arrêté du 5 mai 1989, toujours valide) ;
- 4) concours de recrutement des bibliothécaires-adjoints principaux ;
- 5) concours de recrutement des restaurateurs spécialistes ;
- 6) concours de recrutement des inspecteurs de magasinage (arrêté du 9 janvier 1989, toujours valide).

La présence d'inspecteurs généraux était prévue dans les autres jurys de recrutement : délivrance du DSB, concours sur titre pour le recrutement des archivistes-paléographes, concours de recrutement des bibliothécaires-adjoints.

Les textes récents ont fait disparaître toute présence spécifique du corps des inspecteurs généraux, mis en extinction. Ils n'ont pas prévu un rôle particulier en la matière des conservateurs généraux chargés de mission d'inspection, qui seront normalement intitulés inspecteurs généraux. Ainsi, l'arrêté du 18 février 1992 fixant les modalités du concours de recrutement des conservateurs stagiaires élèves de l'E.N.S.S.I.B., ou l'arrêté du 12 février 1992 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement des bibliothécaires prévoient simplement la participation aux jurys d'une proportion de personnel scientifique des bibliothèques. L'arrêté du 22 juin 1992 fixant les modalités du concours de recrutement des bibliothécaires-adjoints précise que le jury comportera une moitié de membres appartenant aux corps des conservateurs et conservateurs généraux des bibliothèques. En revanche, le jury du concours de recrutement des

conservateurs stagiaires réservé aux élèves de l'École des chartes, tel qu'il est défini par l'arrêté du 18 février 1992, pourrait être constitué sans comprendre de membres du personnel scientifique.

Dans les faits, des inspecteurs généraux des bibliothèques sont associés à titre personnel aux jurys constitués d'après ces nouveaux textes, plus fréquemment qu'ils ne sont associés à l'évolution des organismes de formation. Un inspecteur général préside les jurys des concours de recrutement de bibliothécaires (externe, interne exceptionnel), avec des charges décisives dans le recrutement d'un corps nouvellement constitué. Il est également membre du jury du concours de recrutement de l'E.N.S.S.I.B.. Un autre inspecteur général est vice-président de ce jury et président du jury du concours de recrutement réservé aux élèves de l'École des chartes. De même, un inspecteur général a participé au jury de l'examen professionnel pour l'intégration d'agents non titulaires dans le corps des conservateurs. À cela plusieurs motifs : l'organisation d'une transition, l'expérience préalable des intéressés ou, pour les jurys les plus lourds, la disponibilité des inspecteurs généraux, dont l'emploi du temps est plus souple que ne peut l'être celui d'un directeur de bibliothèque. Cependant la doctrine reste à fixer. Le rôle des inspecteurs généraux et conservateurs généraux chargés d'inspection, et par voie de conséquence la part du temps de l'inspection consacrée aux jurys et à la formation, demeurent à préciser. Paradoxalement, alors que ce rôle disparaît des textes, il a été en 1992 beaucoup plus lourd que précédemment pour l'inspection générale.

2.2.2. NOTATION, AVIS

Traditionnellement, les inspecteurs généraux des bibliothèques assurent la notation finale des personnels scientifiques d'État des bibliothèques universitaires, des bibliothèques municipales classées, des bibliothèques départementales de prêt, des centres de formation, ainsi que celle des titulaires-remplaçants. L'examen des notes littérales constitue pour chaque inspecteur un prolongement de ses visites, une pierre de touche des relations entre directeurs et adjoints. Cependant, dans ce domaine, c'est l'inspection générale qui est demandeuse d'évolution. Malgré le travail de péréquation fait, l'inspection est sans illusion sur l'inflation de la note chiffrée. Elle a proposé, dès 1988, d'inclure dans le formulaire traditionnel de notation un cadre de description d'emploi et une notation littérale plus détaillée, à valider au niveau local. Des modèles plus élaborés de feuilles d'évaluation des personnels existent, par exemple à l'administration centrale du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget,

de manière à rendre compte des compétences, des qualités et du potentiel professionnel des agents, de leurs perspectives d'évolution et des objectifs qui leur sont proposés. Dès lors que des examens professionnels d'intégration (intégration d'agents non titulaires dans le corps des conservateurs, intégration dans le corps des bibliothécaires-adjoints spécialisés) et un concours interne exceptionnel (accès au corps des bibliothécaires) se sont appuyés sur des rapports rédigés par les candidats, décrivant leurs activités professionnelles et leurs travaux, on peut considérer que les descriptions d'emploi ont été introduites dans les bibliothèques. Étant donné la multiplication des corps entraînée par les statuts récents et l'importance des promotions sur place, une description formelle et un suivi qualitatif des emplois gagneraient très certainement à être organisés de manière générale, bibliothèque par bibliothèque, au delà des besoins de la notation.

Pour les personnels d'État des bibliothèques municipales et des bibliothèques départementales de prêt, l'inspection générale des bibliothèques demeure associée à la modulation de leur indemnité spéciale, à la demande de la direction du Livre et de la Lecture et à son niveau. D'une rencontre entre un représentant de l'inspection générale des bibliothèques et les conseillers au livre et à la lecture auprès des D.R.A.C., au début de 1992, il est ressorti que, du point de vue des conseillers, les problèmes d'indemnités ou le suivi des cas de personnels ne relevaient pas de leur vocation.

En application du décret du 4 juillet 1985 sur les services de la documentation des universités (art. 11), les inspecteurs généraux des bibliothèques continuent à donner un avis sur la nomination des responsables de sections, qui est proposée au Président de l'université par le directeur du service de documentation.

2.2.3. ASSOCIATION À LA GESTION DES CORPS

Jusqu'ici, un ou plusieurs inspecteurs généraux ont siégé dans chaque commission administrative paritaire des corps des bibliothèques, comme représentants de l'administration. Tous les inspecteurs généraux prévoient leur participation aux réunions préparatoires aux C.A.P. et instruisent les dossiers des agents concernés par une mutation ou une promotion, de manière à pouvoir informer la Commission. Cette situation, créée par l'administration, a eu pour conséquence des relations fréquentes entre les directeurs des bibliothèques, les tutelles locales, les personnels et l'inspection. Par tradition, l'inspecteur est considéré par les personnels et les autorités locales comme un lien entre le terrain

et les lieux de décision. Du coup, l'inspecteur est fréquemment sollicité de donner information ou conseil, et éventuellement d'intervenir. Le personnel territorial a souvent sur ce point la même approche que le personnel d'État, ce qui demande à l'inspection une bonne information et une grande prudence.

Dans cette organisation, chaque inspecteur, responsable du suivi de plusieurs régions, s'est efforcé de connaître bibliothèques et personnels, d'une part, évolution des cadres statutaires, d'autre part.

Cependant, ce dispositif a été remis en cause partiellement par diverses mesures. Il peut être fondamentalement bouleversé par la diminution de l'effectif des inspecteurs généraux, si le service d'inspection générale n'est pas conforté par des conservateurs généraux chargés d'inspection. Les modifications intervenues au cours des dernières années peuvent être récapitulées ainsi :

- l'attribution d'autres tâches (programme d'études thématiques depuis 1990) et la vacance de deux emplois d'inspecteurs généraux sur huit depuis 1991 ont limité le suivi du terrain ;

- le ministre de l'Éducation nationale a indiqué aux inspecteurs généraux, en 1990, que les inspections individuelles, concernant le personnel, ne seraient plus menées qu'à la demande du ministre. Cette décision, qui mettait fin à une tradition d'auto-saisine, avait pour but de privilégier l'application des responsabilités locales. Cependant l'administration a été amenée ponctuellement à faire instruire de tels dossiers par un inspecteur général ;

- la commission permanente d'inspection de chaque inspecteur, concernant les différents types de bibliothèques de plusieurs régions, a fait l'objet d'un débat en 1992. Les directions ont demandé que les inspecteurs soumettent pour avis une liste prévisionnelle des bibliothèques qu'ils prévoient d'inspecter en 1993 et le principe même d'un suivi territorial a été réexaminé. Il n'y a pas eu de décision, dans la mesure où l'abandon de ce suivi territorial conduirait les inspecteurs à perdre à moyen terme leur connaissance des personnels ;

- le rôle de l'inspection dans la préparation des commissions paritaires a évolué d'une délégation de pouvoir vers un rôle de consultant et il ne s'étend plus à tous les corps. À la fin de l'année 1992, la D.P.E.S. a indiqué aux inspecteurs généraux, souhaitant participer à la réunion préparatoire de la C.A.P. des conservateurs généraux, qu'ils n'étaient pas associés à la gestion de ce corps. Cette décision a surpris les inspecteurs généraux, dans la mesure où ils notent des

conservateurs généraux et inspectent des bibliothèques où ceux-ci exercent. Dans les cas où des conservateurs en chef et des conservateurs généraux postulent aux mêmes emplois, les inspecteurs généraux ne peuvent donner aucun avis ;

- l'information des inspecteurs généraux sur les questions de personnel n'est plus aussi complète, ce qui est dû pour une part à l'éloignement matériel de l'inspection des locaux de la D.P.D.U. et de la D.L.L., pour une part à la multiplication des réunions liées à la gestion des nouveaux corps.

Pour la définition de la mission d'évaluation globale du personnel, confiée à l'inspection générale, deux enjeux doivent être évoqués.

L'organisation territoriale de l'inspection générale des bibliothèques et la continuité de l'action des inspecteurs leur permettaient de jouer, à la demande de l'administration, un rôle de "mémoire", commune aux différents types de bibliothèques entre lesquels se déroulent les carrières des personnels gérés, ainsi qu'un rôle d'auxiliaires de l'administration, immédiatement compétents. Si cette capacité peut être facilement abandonnée par les inspecteurs généraux et conservateurs généraux chargés d'inspection, elle ne sera pas facilement reconstituable.

Les interlocuteurs de l'administration, les tutelles locales et particulièrement les collectivités territoriales, ont souhaité assez fréquemment utiliser la capacité d'évaluation et de médiation des inspecteurs généraux. Les personnels sont habitués et attachés à ces procédures. À la différence d'autres secteurs, la fonction de contrôle n'est pas impopulaire dans les bibliothèques, dont la majorité souhaite bénéficier d'une appréciation régulière, professionnelle et comparative, par un organisme extérieur mais susceptible de suivi. Chacun des nouveaux inspecteurs a été frappé du capital de confiance que les autorités locales et les personnels accordaient à l'inspection. Cette confiance va à l'instance indépendante parce qu'elle est indépendante, mais aussi parce qu'elle donne des avis, des conseils, qu'elle participe à la réflexion et au travail. C'est à partir de cette confiance que le contrôle est accepté, voire sollicité. L'importance de conserver ou perdre ce type de relation doit être appréciée par l'administration. En ce qui concerne le personnel, la fin du suivi par l'inspection générale créera une obligation de suivi plus forte pour les services gestionnaires.

La mise en place des nouveaux statuts a été pour les administrations un lourd travail, qui s'est accompagné de décisions ponctuelles d'opportunité.

L'évolution constatée appelle une définition claire et renouvelée du rôle de l'inspection générale en matière de personnel.

En conclusion, l'inspection générale des bibliothèques adhère aux définitions de fonctions proposées en juillet 1992, parmi lesquelles la mission d'évaluation globale du personnel demeure à préciser. Le départ à la retraite de plusieurs inspecteurs généraux en 1993-1994 va rendre nécessaire à court terme la mise en place d'une nouvelle structure d'inspection générale et le remplacement des postes manquants.

3

ÉTUDES THÉMATIQUES

Les études générales conduites par l'inspection en 1992 portent essentiellement sur les concours. En effet, le rapport sur les BUFR, bien que publié en 1992, a déjà fait l'objet d'un compte rendu détaillé dans le rapport annuel de l'IGB de 1991 ; il est inutile de le reprendre ici. L'étude en cours sur l'accessibilité de la documentation, bien qu'ayant fait l'objet d'un gros travail de recensement en 1992, ne sera publiée qu'en 1993 ; un compte rendu d'étape peut être néanmoins donné. De même, l'étude sur le fichier central des thèses, rédigée en 1992, peut faire l'objet d'un résumé bien qu'elle ne soit disponible que début 1993.

En revanche, les nouveaux statuts ont suscité de nombreux concours et examens professionnels qui ont occupé une grande partie du temps de l'inspection. Des rapports rendent compte de ces nouveaux concours et, éventuellement, proposent des modifications. Seuls les concours de magasiniers n'ont pas fait l'objet, faute de temps, de compte rendu.

3.1. LE FICHER CENTRAL DES THÈSES

Bien que publié, pour de simples raisons matérielles, en 1993, le rapport a été en grande partie rédigé en 1992.

Le ministère de l'Éducation nationale et de la Culture a confié à l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et à l'inspection générale des bibliothèques une mission conjointe d'inspection du fichier central des thèses. Celui-ci est un service créé par l'université de Paris X (Nanterre) pour recenser les sujets de thèses déposés (depuis 1968) et les thèses soutenues (depuis 1972) dans le domaine des sciences humaines, sociales et juridiques uniquement. Utilisant ses fichiers informatisés, le FCT répond aux demandes bibliographiques concernant l'existence de thèses dans telle discipline ou sur tel sujet ou de telle

université, afin d'éviter la reprise du même sujet. Il distribue, d'autre part, un certificat pour les sujets déposés et radie les sujets dont les auteurs n'ont pas donné signe de vie depuis plus de cinq ans. C'est le FCT qui alimente, pour les disciplines qui le concerne, la base de données Téléthèses.

L'enquête a révélé une grande complexité du circuit des bordereaux et un système informatique totalement périmé puisqu'utilisant encore des cartes perforées et un traitement en différé. Elle a aussi montré l'extension excessive des missions d'un service isolé et mal contrôlé par ses autorités de tutelle. Figé dans un mode de recensement sur bordereaux, dans la lourdeur des corrections en différé, dans des classifications personnelles et l'utilisation de microfiches, le service ne pouvait répondre aux demandes variées de tous ses utilisateurs dans des conditions optimales. Le retard du recensement était de huit mois.

Les propositions conduisent toutes à simplifier la gestion d'un service, au demeurant fort utile, et ses circuits : rattachement à une seule tutelle, l'université de Paris X, catalogage des thèses soutenues dans une université par la bibliothèque de cette université directement dans les serveurs reconnus et refonte complète du système informatique pour s'orienter vers un système documentaire en ligne utilisant les normes bibliothéconomiques : Unimarc, Rameau, Dewey.

Mais le rapport préconise le maintien d'un fichier commun des thèses en cours et soutenues, géré et accessible par Téléthèses, afin que les utilisateurs puissent interroger eux-mêmes sur minitel un fichier de toutes les thèses. Il préconise aussi l'intégration des notices de thèses dans le Pancatalogue en utilisant un circuit de catalogage identique à celui des livres.

3.2. LES SERVICES DOCUMENTAIRES AU SEIN DES UNIVERSITÉS DE NANCY

Chargé par le ministère d'une mission d'organisation de la Bibliothèque interuniversitaire de Nancy, Gérard Thirion a effectué sur place pendant six mois une analyse très détaillée de toutes les bibliothèques implantées sur les campus des universités de Nancy.

Devant les réponses incomplètes aux questionnaires envoyées en 1990 pour l'enquête générale de l'IGB sur les BUFR, Gérard Thirion a profité de son intérim à la BIU de Nancy pour compléter cette enquête.

Le rapport mentionne d'abord les 50 organismes documentaires hors de l'université et montre que le budget des BUFR est deux fois celui de la BIU (chiffre repris dans le rapport général sur les BUFR).

Il rassemble les différentes BUFR en trois types : les importantes (de 100 à 800 m²) qui sont au nombre de 50, les moyennes au nombre de 40 et plus de 150 petites bibliothèques de laboratoire. Ces 240 bibliothèques font face, si l'on peut dire, aux 6 sections de la BIU.

Le contexte général de la documentation à Nancy est décrit d'après le répertoire ORIADOC qui donne la liste de 221 bibliothèques nancéiennes, puis chaque université est analysée en commençant par la section de BIU qui lui correspond. Les descriptions sont très détaillées puisque sont fournies les statistiques générales caractérisant ces bibliothèques. La BIU offre en gros 26 560 m² de locaux contre 8 000 m² aux BUFR, 85 personnes contre 40 et 160 000 volumes récents contre 280 000. Les conclusions correspondent à celles du rapport général sur les services documentaires dans les universités, à savoir que les crédits de la BIU ont plus augmenté en 3 ans que ceux des BUFR et que le rapport des dépenses documentaires BU/BUFR est de 34/66. Les surfaces totalisent 35 000 m² pour 43 000 étudiants, soit 0,8 m² par étudiant, les collections 8 livres par étudiant et les crédits 325 F par étudiant.

3.3. LE CONCOURS D'ENTRÉE À L'E.N.S.S.I.B.

Le rapport sur le concours d'entrée à l'E.N.S.S.I.B., session 1992, comporte deux parties.

La première décrit le déroulement de la session et le fonctionnement des jurys. Elle rend compte de l'évolution des épreuves et du nombre de candidats, retrace le calendrier de la session, l'organisation de l'écrit et de l'oral, les délibérations du jury pour l'admissibilité et l'admission. Elle regroupe les données chiffrées : répartition des copies par matières ou langues à l'écrit, moyennes,

notes éliminatoires, admissibles, moyennes des épreuves d'oral, admis. Ces données sont complétées par les commentaires qualitatifs des responsables des groupes de correction d'écrit et des jurys d'oral. Une attention particulière a été portée au déroulement du concours interne.

La seconde partie analyse les caractéristiques des candidats, par comparaison avec les concours d'entrée à l'E.N.S.B., et prépare l'exploitation informatisée de ces données par l'E.N.S.S.I.B. à l'avenir.

En ce qui concerne l'âge des candidats, on constate peu de mouvements significatifs, sinon le rajeunissement des admissibles au concours externe, qui traduit l'augmentation du nombre des candidats étudiants, effet de la promotion du concours dans les universités. En 1992, les candidats hommes ont représenté 26 % des admissibles et 35 % des admis (contre 27 % en 1991). Quant à l'origine géographique des admis, le poids de Paris, de l'Île de France et de la région Rhône-Alpes s'accroît (70 % du total), alors que le pourcentage des candidats des autres régions était important à l'inscription (49,4 %).

Les constatations faites à propos des concours de l'E.N.S.B. peuvent être répétées à l'occasion du premier concours de l'E.N.S.S.I.B.. La majorité des candidats demeure de formation littéraire. Si le pourcentage des candidats des filières droit, sciences économiques, sciences politiques, administration, gestion, semble croître, les candidats scientifiques demeurent très peu nombreux, ce qui constitue un réel problème, après la modification des épreuves. La part des admis au concours externe déjà titulaires de titres professionnels ou documentaires (CAFB, DUT Métiers du livre, INTD, licence d'information et de communication, CAPES de documentation...) est moindre qu'en 1991 (17 % contre 33 %). L'hypothèse d'une "professionnalisation" du concours externe, qui n'est pas nécessairement souhaitable, reste à confirmer.

L'analyse du niveau de diplôme des admissibles et des admis montre des évolutions sensibles. Le pourcentage des admis titulaires d'un doctorat, d'un DEA ou de l'agrégation croît. Inversement, le pourcentage d'admis ayant le niveau de la maîtrise diminue et le niveau licence croît. Comme en 1991, des candidats n'ayant pas la licence ont réussi au concours interne en 1992.

3.4. LE CONCOURS DE BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT PRINCIPAL, SESSION DE 1991

Malgré les grands changements intervenus dans les statuts en 1992, le corps des bibliothécaires-adjoints et, par conséquent, le grade de B.A.P. ont été maintenus. Le concours pour accéder à ce grade s'est donc déroulé en 1991 et le rapport publié en 1992.

Il y avait 275 inscrits pour 53 postes ouverts, soit un pourcentage de 5 candidats pour 1 poste. 47,6 % des candidats proviennent de la région parisienne, suivie par le sud-ouest. Par contre, tout le quart nord-ouest de la France ne compte que 3 admis.

56,6 % des candidats admis proviennent des bibliothèques universitaires, 20,7 % des BDP et 11,3 % de la BPI. Il y a donc une évolution par rapport à 1990, année où les BU ne représentaient que 40 %. Le niveau global semble avoir été excellent avec une motivation plus grande des personnels des BU qui témoignent que l'ambiance a changé au sein de ces bibliothèques.

En conclusion, le rapport propose de modifier les épreuves de ce concours pour un grade de débouché, en le réduisant à un examen sur dossier et à un entretien avec le jury.

3.5. ÉTUDE SUR L'ACCESSIBILITÉ DE LA DOCUMENTATION

En réponse à la demande de M. le ministre de l'Éducation nationale, chargeant l'inspection générale des bibliothèques d'une mission d'étude sur l'accessibilité de la documentation dans les bibliothèques de l'enseignement supérieur, les IGB avaient proposé, par lettre du 18 octobre 1991 adressée à M. le sous-directeur des Bibliothèques, de renforcer l'homogénéité, et donc l'intérêt, de l'étude en question, en la limitant à un certain nombre de bibliothèques scientifiques, universitaires ou de grands établissements d'enseignement ; ils lui avaient, par le même courrier, soumis un projet de questionnaire d'enquête élaboré par eux.

M. Renoult ayant, le 11 février 1992, donné verbalement son accord à la méthode proposée et au questionnaire, les IGB, réunis le 19 février, ont alors définitivement arrêté la composition du groupe de travail à mettre en place :

BU d'Aix-Marseille II : M. Lapélerie, chef de la section sciences ;

BIU de Bordeaux : Mme Salabert, chef de la section sciences ;

BMIU de Clermont-Ferrand : Mme Jobert, chef de la section sciences ;

BU de Lyon I : Mme Coisy, chef de la section sciences ;

BIU de Nancy : Mme Wagner, chef de la section sciences ;

BU de Paris-Sud : Mme Such, chef de la section sciences ;

BU de Rennes I : Mme Le Quenvén, chef de la section sciences ;

BU de Rouen : Mlle Audelin, chef de la section sciences ;

Bibliothèque du CNAM : Mme Rozet, directeur ;

Bibliothèque de l'ENSAM, Centre de Paris : M. Norigeon, directeur ;

Bibliothèque de l'INSA de Lyon : Mme Burlat, directeur ;

Bibliothèque de l'INSA de Toulouse, M. Guillevic, directeur.

La conduite de l'enquête et la rédaction des conclusions ont été, dans la même réunion, confiées à Yves Laissus.

Les douze responsables de bibliothèques ci-dessus énumérés, sollicités par lettre du 28 février 1992, ont tous accepté de participer à l'enquête. Dans le courant du mois de mars, ils ont reçu, pour examen, le projet de questionnaire déjà soumis à la sous-direction des bibliothèques.

Leurs observations, transmises par correspondance, ont permis une première mise en forme de ce document, encore revu et amendé le 12 mai 1992, au cours d'une journée de travail du groupe, tenue à la Bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle sous la présidence d'Yves Laissus, en présence de Marc Chauveinc, Jean Goasguen, Denis Pallier, et Gérard Thirion (6).

6) M. Guillevic, responsable de la principale bibliothèque de l'INSA de Toulouse, n'a pu participer à cette journée, non plus qu'à la suite de l'enquête.

La version définitive du questionnaire a été diffusée aux douze partenaires les 10 et 11 juin 1992. Le grand nombre des données à fournir a retardé le retour de ce document, d'autant plus que certains chiffres, ne pouvant être obtenus que par extrapolation à partir de sondages ou comptages, demandaient à être recherchés dans une période de fréquentation des bibliothèques plus significative que le début de l'été. Les réponses, sollicitées par plusieurs lettres de rappel, se sont échelonnées, parfois en deux versions successives, jusqu'en novembre. Elles ont été exploitées, au fur et à mesure de leur réception, par Yves Laissus qui en a regroupé les données chiffrées sous la forme de trente-trois tableaux, de présentation aussi homogène que possible.

Ceux-ci sont, à la fin de 1992, en cours de validation par chacun des membres du groupe. Reste, en 1993, à réfléchir en commun sur la valeur et la portée des indicateurs ainsi obtenus et à rédiger le rapport qui matérialisera les résultats de l'enquête.

ANNEXES

Annexe 1 : Circonscriptions territoriales

Annexe 2 : Bibliothèques inspectées et visitées

Annexe 3 : Travaux et publications de l'inspection générale en 1992.

ANNEXE 1

CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES

Alsace : G. Thirion	Limousin : D. Pallier
Aquitaine : G. Thirion	Lorraine : G. Thirion
Auvergne : D. Pallier	Midi-Pyrénées : M. Chauveinc
Bourgogne : Y. Laissus	Nord-Pas-de-Calais : M.A. Laumonier
Bretagne : Y. Laissus	Basse-Normandie : D. Pallier
Centre : J. Goasguen	Haute-Normandie : D. Pallier
Champagne-Ardenne : G. Thirion	Pays-de-Loire : J. Goasguen
Corse : M. Chauveinc	Picardie : D. Pallier
Franche-Comté : Y. Laissus	Poitou-Charentes : J. Goasguen
Ile-de-France :	Provence-Côte d'Azur : M. Chauveinc
- <i>BU et Grands établissements</i> :	Rhône-Alpes :
G. Thirion, D. Pallier	<i>BU</i> : G. Thirion
Y. Laissus, M. Chauveinc	<i>B.P.</i> : M.A. Laumonier
M.A. Laumonier	Antilles-Guyane : M. Chauveinc
- <i>Lecture publique</i> :	La Réunion : G. Thirion
77 : J. Goasguen	
78 : Y. Laissus	
91 : M.A. Laumonier	
92 : J. Goasguen	
93 : M. Chauveinc	
94 : Y. Laissus	
95 : J. Goasguen	

ANNEXE 2

Bibliothèques inspectées et visitées

A/ - Tableau récapitulatif

1. ÉTABLISSEMENTS CONTRÔLÉS
RÉGLEMENTAIREMENT OU

EMPLOYANT DU PERSONNEL D'ÉTAT	1989	1990	1991	1992
Bibliothèques universitaires	19	21	14	7
Bibliothèques départementales de prêt	24	27	18	13
Bibliothèques municipales classées	11	19	8	6
Bibliothèques municipales non classées	47	65	23	40
Total bibliothèques municipales	(58)	(84)	(31)	(46)
Bibliothèques de grands établissements	2	0	1	
Autres établissements employant du personnel d'Etat	2	6	1	1
Antennes documentaires délocalisées	0	1	4	2
Total France	105	139	69	69

2. EXPERTISES (hors contrôle)

Bibliothèques du territoire national	0	10	9	3
Bibliothèques françaises à l'étranger	1	15	2	2
Bibliothèques étrangères			6	0
Total	1	25	17	5
Total des bibliothèques inspectées ou expertisées	106	164	86	74

3. BIBLIOTHÈQUES ÉTRANGÈRES VISITÉES
DANS LE CADRE DES MISSIONS

	4	29	4	8
Total des bibliothèques visitées	110	193	90	82

**Liste des bibliothèques inspectées
et visitées en 1992
(France métropolitaine)**

Alsace (G. Thirion)

*Bibliothèques municipales de Molsheim, Guebwiller, Mutzig,
Haguenau, Colmar, Saverne*

Aquitaine (G. Thirion)

Néant

Auvergne (D. Pallier)

*Bibliothèque départementale du Puy-de-Dôme
Bibliothèques municipales de Montluçon, de Moulins*

Bourgogne (Y. Laissus)

Bibliothèque municipale de Sens

Bretagne (Y. Laissus)

*Bibliothèque départementale de prêt du Morbihan
Bibliothèque municipale de Saint-Brieuc
Centre universitaire de Saint-Brieuc*

Centre (J. Goasguen)

*Bibliothèque municipale classée de Tours
Bibliothèques municipales de Joué-les-Tours, Vierzon.*

Champagne-Ardenne (G. Thirion)

*Bibliothèque départementale de prêt de la Marne
Bibliothèque municipale de Sedan*

Corse (M. Chauveinc)

Néant

Franche-Comté (Y. Laissus)

Bibliothèque universitaire de Besançon

Île-de-France (G. Thirion, D. Pallier, J. Goasguen, Y. Laissus,
M. Chauveinc, M.A. Laumonier)

Bibliothèque départementale de prêt des Yvelines
Bibliothèques municipales de Tremblay-en-France, Melun, Pontault-Combault, Chaville
Bibliothèque universitaire de Paris XII (Créteil)

Languedoc-Roussillon (M.A. Laumonier)

Néant

Limousin (D. Pallier)

Bibliothèques départementales de prêt de la Creuse, de la Haute-Vienne
Bibliothèque municipale de Guéret

Lorraine (G. Thirion)

Bibliothèques départementales de prêt de la Meuse, de la Moselle
Bibliothèques municipales de Maizières-les-Metz, Pont-à-Mousson, Bitsche, Épinal, Laxou,
Longwy, Lunéville, Saint-Avold, Saint-Mihiel, Forbach, Sarreguemines, Saint-Nicolas-du-
Port.
Bibliothèques universitaires de Metz, Nancy

Midi-Pyrénées (M. Chauveinc)

Bibliothèque municipale de Rodez

Nord-Pas-de-Calais (M.A. Laumonier)

Bibliothèque départementale de prêt du Nord-Pas-de-Calais
Bibliothèques municipales de Lille, Roubaix, Tourcoing

Basse-Normandie (D. Pallier)

Bibliothèque municipale de Caen

Haute-Normandie (D. Pallier)

Bibliothèque municipale d'Evreux

Pays de la Loire (J. Goasguen)

Bibliothèque départementale de prêt du Maine-et-Loire
Bibliothèques municipales classées du Mans, de Saumur
Bibliothèque du Prytanée militaire de la Flèche.

Picardie (D. Pallier)

Bibliothèque municipale de Beauvais

Poitou-Charentes (J. Goasguen)

*Bibliothèques départementales de prêt de la Charente, des Deux-Sèvres
Bibliothèques municipales de Bressuire, La Crèche.*

Provence-Alpes-Côtes d'Azur (M. Chauveinc)

*Bibliothèque départementale de prêt des Alpes-Maritimes
Bibliothèques municipales classées de Marseille, Carqueiranne,
La Valette, La Garde, Toulon, d'Avignon
Bibliothèque universitaire d'Aix-Marseille II*

Rhône-Alpes (G. Thirion et M.A. Laumonier)

Néant

DOM/TOM

Néant

Bibliothèques hors juridiction

IFREMER (Y. Laissus)

Bibliothèque Alfred Sauvy (Y. Laissus)

Bibliothèque du British Council (Y. Laissus)

Bibliothèque de l'Institut français d'Athènes (J. Goasguen)

Bibliothèque de l'Institut français de Salonique (J. Goasguen)

British Library (M.A. Laumonier)

ANNEXE 3

**Travaux et publications de
l'Inspection générale des bibliothèques
en 1992**

I. - RAPPORTS

1.1. Rapports d'inspection

76 rapports d'inspections et d'expertise achevés, en cours ou en préparation sur les bibliothèques contrôlées et sur les établissements, organismes et réseaux expertisés en 1992

1.2. Rapports thématiques et études générales

- *Rapport annuel de l'inspection générale des bibliothèques*, 1991, février 1992, 82 p.

- *Les services documentaires au sein des universités de Nancy*, par Gérard Thirion, février 1992, 65 p.

- *Enquête sur la fonction documentaire dans les universités françaises* : 2 volumes 69 et 86 pages (M. Chauveinc).

- *Étude sur l'accessibilité des documents dans 12 bibliothèques scientifiques* (à paraître en 1993)..(Y. Laissus).

- *Rapport sur le fichier central des thèses* (publié en 1993) par Henri Peretti et Marc Chauveinc. 50 p. + annexes (paru en 1993)

2. AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

- *Rapport sur la British Library*. par M.A. Laumonier, avril 1992, 14 p.
- *Rapport sur le concours de bibliothécaires-adjoints principaux session de 1991*. 11 p. (J. Goasguen)
- *Rapport sur le concours d'entrée à l'ENSSIB, session 1992*. 59 p. (D. Pallier)
- *Organisation d'un service d'inspection générale et définition de ses missions*. Note interne au Cabinet (non diffusé)
- *Contrôle technique des bibliothèques des enseignements supérieurs : contenu et modalités de mise en oeuvre*. Note interne au Cabinet (non diffusé)
- *Activités engagées, envisagées ou souhaitées à court terme (quatrième trimestre 1992 et premier trimestre 1993)*. Note interne adressée à la Direction du Livre et de la Lecture (non diffusé)
- *Propositions d'études générales, d'enquêtes ou de contrôles techniques approfondis*. Note interne au Cabinet (non diffusé).
- *Éléments pour un projet d'arrêté*. Note interne au Cabinet (non diffusé).

3. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELLES ET TRAVAUX EN COURS.

- JEAN GOASGUEN. - Questions anciennes et nouvelles sur les discothèques dans *Bull. information ABF*, n° 155, 2° trimestre 1992, p. 36-39.
- JEAN GOASGUEN. - Éducation et bibliothèques, Quelles réponses ? dans *Bull. information ABF*, n° 156, 3° trimestre 1992, p. 27-34.
- JEAN GOASGUEN. - Les bibliothèques des instituts français en Allemagne, dans *Histoire des Bibliothèques françaises, T. IV. Les bibliothèques du XXe siècle 1914- 1990*. 1992, pp. 496-497.

ANNEXE 3

**Travaux et publications de
l'Inspection générale des bibliothèques
en 1992**

I. - RAPPORTS

1.1. Rapports d'inspection

76 rapports d'inspections et d'expertise achevés, en cours ou en préparation sur les bibliothèques contrôlées et sur les établissements, organismes et réseaux expertisés en 1992

1.2. Rapports thématiques et études générales

- *Rapport annuel de l'inspection générale des bibliothèques*, 1991, février 1992, 82 p.

- *Les services documentaires au sein des universités de Nancy*, par Gérard Thirion, février 1992, 65 p.

- *Enquête sur la fonction documentaire dans les universités françaises* : 2 volumes 69 et 86 pages (M. Chauveinc).

- *Étude sur l'accessibilité des documents dans 12 bibliothèques scientifiques* (à paraître en 1993)..(Y. Laissus).

- *Rapport sur le fichier central des thèses* (publié en 1993) par Henri Peretti et Marc Chauveinc. 50 p. + annexes (paru en 1993)

2. AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

- *Rapport sur la British Library*. par M.A. Laumonier, avril 1992, 14 p.
- *Rapport sur le concours de bibliothécaires-adjoints principaux session de 1991*. 11 p. (J. Goasguen)
- *Rapport sur le concours d'entrée à l'ENSSIB, session 1992*. 59 p. (D. Pallier)
- *Organisation d'un service d'inspection générale et définition de ses missions*. Note interne au Cabinet (non diffusé)
- *Contrôle technique des bibliothèques des enseignements supérieurs : contenu et modalités de mise en oeuvre*. Note interne au Cabinet (non diffusé)
- *Activités engagées, envisagées ou souhaitées à court terme* (quatrième trimestre 1992 et premier trimestre 1993). Note interne adressée à la Direction du Livre et de la Lecture (non diffusé)
- *Propositions d'études générales, d'enquêtes ou de contrôles techniques approfondis*. Note interne au Cabinet (non diffusé).
- *Éléments pour un projet d'arrêté*. Note interne au Cabinet (non diffusé).

3. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELLES ET TRAVAUX EN COURS.

- JEAN GOASGUEN. - Questions anciennes et nouvelles sur les discothèques dans *Bull. information ABF*, n° 155, 2° trimestre 1992, p. 36-39.
- JEAN GOASGUEN. - Éducation et bibliothèques, Quelles réponses ? dans *Bull. information ABF*, n° 156, 3° trimestre 1992, p. 27-34.
- JEAN GOASGUEN. - Les bibliothèques des instituts français en Allemagne, dans *Histoire des Bibliothèques françaises, T. IV. Les bibliothèques du XXe siècle 1914- 1990*. 1992, pp. 496-497.

- MARC CHAUVEINC. - La Bibliothèque de France a mi-parcours. De la TGB à la BN bis. par Jean Gattegno [analyse critique]. *Bull. Information ABF*, n° 157, 4° trimestre 1992, pp. 86-88.
- DENIS PALLIER. - Bibliothèques universitaires : l'expansion ? [1945-1975], dans *Histoire des bibliothèques françaises*, t. IV. 1992, pp. 380-403.
- DENIS PALLIER. - *Conserver : les politiques du patrimoine*, *ibid.*, pp. 482-485.
- DENIS PALLIER. - Les bibliothèques universitaires de 1945 à 1975 : chiffres et sources statistiques dans : *Bull. Bibl. de France*, t. 37, n° 3, 1992, pp. 58-73.
- DENIS PALLIER. - Les fonds patrimoniaux et les collections spécialisées, dans *les Bibliothèques ministérielles*, Paris, la Documentation française, 1992, pp. 141-166.
- YVES LAISSUS. - Les planches d'oiseaux de la Description d'Egypte, introduction à *Gli uccelli in Egitto*, Rome, 1992.
- YVES LAISSUS. - *Les animaux du Jardin des plantes*. Brève histoire de la ménagerie 1793-1934. Sous presse à l'Imprimerie nationale.
- YVES LAISSUS. - Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque du Museum national d'histoire naturelle, 2° supplément (en cours).